



Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, LE SAMEDI, 4 DÉCEMBRE 1943

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, DECEMBER 4TH, 1943

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice aux droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en surplus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi, à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi.

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday.

Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.—Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième fait connaître la livraison de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième indique le nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,

RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
2713—1-53

Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second designates the issue of the *Gazette* for the first insertion; the third indicates the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,

King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
2713—1-53

Lettres patentes

"Artistic Frame Co. Ltd."

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douze novembre 1943, constituant en corporation: Samuel Alexander Shulman, avocat de la cité de Westmount, Isidore Barrack, teneur de livres, et Moses Silverstone, commis, tous deux de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter et vendre en gros et en détail, des meubles, articles de ménage, accessoires de ménage, garnitures, cadres et articles semblables;

Exercer le métier de rembourreurs et d'ébénistes, comme manufacturiers en gros et en détail;

Manufacturer, acheter et vendre des meubles de bureau et des accessoires de bureau;

Faire le commerce de marchands de bois de construction, propriétaires de moulin à scie et moulin à bardeaux, bûcherons et marchands de bois dans chacune et toutes leurs spécialités; acheter, vendre et préparer pour le marché, importer et exporter et faire le commerce de

Letters Patent

"Artistic Frame Co. Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of November, 1943, incorporating: Samuel Alexander Shulman, advocate of the City of Westmount, Isidore Barrack, bookkeeper, and Moses Silverstone, clerk, both of the City of Montreal, all of the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy and sell both wholesale and retail, furniture, household effects, household appliances, furniture, frames and similar articles;

To engage in a trade of upholsterers and cabinet makers, as manufacturers, wholesale and retail;

To manufacture, buy and sell office furniture and office equipment;

To carry on the business of timber merchants, saw mill and shingle mill owners, loggers, lumbermen and lumber merchants in any and all their branches, to buy, sell and prepare for market, import and export and deal in saw logs, timber, poles, lumber and wood of all kinds and

billots, bois de charpente, poteaux, bois de construction et bois de toute sorte et manufacturer, faire le commerce de bois de construction, bois de charpente, bardeaux, lattes, châssis, portes, maisons portatives et tous articles et matériaux dans la fabrication desquels le bois de charpente, le bois de construction ou le bois sont employés, sous le nom de "Artistic Frame Co. Ltd.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le douze novembre 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,
4939 P. FRENETTE.

"Chez Maurice Danceland Corporation"

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuf novembre 1943, constituant en corporation: Rolland David, musicien, Harry Feldman et Louis E. Dettner, restaurateurs, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer les opérations de tenanciers d'hôtel, salle de danse, restaurant, café, taverne, salle de rafraichissements et maison de pension, épiceries licenciés, marchands de vin, bière et tabac, importateurs et manufacturiers d'eaux gazeuses, minérales et artificielles et autres breuvages; purveyeurs, fournisseurs de divertissements publiques en général; propriétaires d'automobiles, carrosses, fiacres et voitures, écuries de louage; agents d'immeubles, voituriers et entreposeurs, sous le nom de "Chez Maurice Danceland Corporation", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en quatre cents (400) actions de cinquante dollars (\$50) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le neuf novembre 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,
4941 P. FRENETTE.

"Glen-Eagle Lumber Ltd."

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du huit novembre 1943, constituant en corporation: Mortimer Ross Rubenstein, avocat, de la cité de Westmount, Dame Winifred Margaret Whitehouse, sténographe, fille majeure, et Dame Pearl Berson, secrétaire, épouse séparée de biens de Abraham Esar et d'émment autorisée aux fins des présentes par ledit époux, les deux dernières de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce de marchands de bois de construction, scierie, matériel de scierie, outillage pour travailler le bois, propriétaires de moulin à bardeaux et moulin à pulpe, bûcherons et marchands de bois dans chacune et toutes leurs spécialités, sous le nom de "Glen-Eagle Lumber Ltd.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux mille (2000) actions ordinaires de dix dollars (\$10) chacune.

to manufacture, deal in lumber, timber, shingles, laths, sashes, doors, portable houses and all articles and materials in the manufacture whereof timber, lumber or wood is used, under the name of "Artistic Frame Co. Ltd.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of November, 1943.

P. FRENETTE,
4939-o Assistant Deputy Attorney General.

"Chez Maurice Danceland Corporation"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of November, 1943, incorporating: Rolland David, musician, Harry Feldman and Louis E. Dettner, restaurateurs, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of hotel, dance hall, restaurant, cafe, tavern, refreshment booth and lodging house keepers, licensed victuallers, wine, beer and tobacco merchants, importers and manufacturers of aerated, mineral and artificial waters and other drinks, purveyors, caterers for public amusements generally, automobile, coach, cab and carriage proprietors, livery stable keepers, real estate agents, carriers and warehousemen, under the name of "Chez Maurice Danceland Corporation", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into four hundred (400) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of November, 1943.

P. FRENETTE,
4941-o Assistant Deputy Attorney General.

"Glen-Eagle Lumber Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, Chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the eighth day of November, 1943, incorporating: Mortimer Ross Rubenstein, advocate, of the City of Westmount, Dame Winifred Margaret Whitehouse, stenographer, spinster of the full age of majority, and Dame Pearl Berson, secretary, wife separate as to property of Abraham Esar and duly authorized hereto by her said husband, the two latter of the City of Montreal, all of the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of timber merchants, saw mill, milling plant, wood working plant, shingle mill and pulp mill owners, loggers, lumbermen and lumber merchants in any and all their branches, under the name of "Glen-Eagle Lumber Ltd.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two thousand (2000) common shares of ten dollars (\$10.00) each.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le huit novembre 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,
4942 P. FRENETTE.

"L'Association des Distributeurs de Vivres du Québec, Incorporée"
"Food Distributors Association of Quebec, Incorporated"

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du dixième jour de novembre 1943, constituant en corporation sans capital-actions: Hon. Alfred Leduc, industriel, de la cité de Westmount, Joseph-Félix-Théophile Allard, boucher-épiciier, et Joseph-Raoul Desrosiers, voyageur, ces deux derniers de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Réunir et grouper en association tous les distributeurs de vivres de la province de Québec, sous toutes les formes, en gros et en détail, notamment et spécialement les bouchers, les épiciers, les marchands de fruits et légumes, les marchands de poissons et volailles, les fromagers et beurriers, les restaurateurs, les propriétaires de salles à manger ou autres de même genre, sous le nom de "L'Association des Distributeurs de Vivres du Québec, Incorporée" — "Food Distributors Association of Quebec, Incorporated".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de vingt mille dollars (\$20,000.00).

Le bureau principal de la corporation sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce dixième jour de novembre 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,
4943-o P. FRENETTE.

"Le Placement Familial"

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du cinquième jour de novembre 1943, constituant en corporation sans capital-actions: M. le Chanoine Arthur Deschênes, prêtre-curé, M. l'abbé Joseph Lalumière, prêtre, et Jacques Simard, gérant, tous trois des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Organiser et maintenir des maisons d'accueil et d'observation avec les services techniques requis pour y recevoir les enfants et adolescents qui lui seront confiés, sous le nom de "Le Placement Familial".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de cent mille dollars (\$100,000.00).

Le bureau principal de la corporation sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce cinquième jour de novembre 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,
4944-o P. FRENETTE.

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal, Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of November, 1943.

P. FRENETTE,
4942-o Assistant Deputy Attorney General.

"L'Association des Distributeurs de Vivres du Québec, Incorporée"
"Food Distributors Association of Quebec, Incorporated"

Notice is given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the tenth day of November, 1943, to incorporate as a corporation without share capital: Hon. Alfred Leduc, manufacturer, of the city of Westmount, Joseph Félix Théophile Allard, grocer-butcher, and Joseph Raoul Desrosiers, traveller, the two latter of the city of Montreal, all of the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To unite and group into an association all food distributors of the Province of Quebec, in all lines, wholesale and retail, in particular and especially butchers, grocers, fruit and vegetable merchants, dealers in fish and poultry, cheesemongers and butter-makers, restaurant-keepers, proprietors of dining-rooms or other premises of a like nature, under the name of "L'Association des Distributeurs de Vivres du Québec, Incorporée" — "Food Distributors Association of Quebec, Incorporated".

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is twenty thousand dollars (\$20,000).

The head office of the corporation will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of November, 1943.

P. FRENETTE,
4943 Assistant Deputy Attorney General.

"Le Placement Familial"

Notice is given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the fifth day of November, 1943, to incorporate as a corporation without share capital: Rev. Canon Arthur Deschênes, Parish-Priest, Rev. Abbé Joseph Lalumière, Priest, and Jacques Simard, manager, all three of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To organize and maintain houses of welcome and observation with the technical services required to receive therein the children and adolescents confided to their care, under the name of "Le Placement Familial".

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is one hundred thousand dollars (\$100,000).

The head office of the corporation will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of November, 1943.

P. FRENETTE,
4944 Assistant Deputy Attorney General.

"Les Industries Mont-Laurier, Limitée"
"Mont-Laurier Industries Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du cinquième jour de novembre 1943, constituant en corporation: Jean Trudel, avocat, Eugène Simard, avocat, et Rosianna Villemaire, sténographe, fille majeure, tous trois des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Extraire, fondre, couler, mouler, laminier, repasser, préparer, forger, transformer le fer, l'acier, le cuivre, la fonte et tous les autres métaux;

Fabriquer, importer, exporter, acheter et vendre en gros et en détail tous articles et marchandises dans la fabrication desquels entrent le fer, l'acier, le cuivre et tous autres métaux, sous le nom de "Les Industries Mont-Laurier, Limitée" — "Mont-Laurier Industries Limited", avec un capital total de quarante-neuf mille dollars (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Mont-Laurier, dans le district de Montcalm.

Daté du bureau du procureur général, ce cinquième jour de novembre 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,
 4945-o P. FRENETTE.

"Les Industries Mont-Laurier, Limitée"
"Mont-Laurier Industries Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the fifth day of November, 1943, incorporating: Jean Trudel, advocate, Eugène Simard, advocate, and Rosianna Villemaire, stenographer, spinster, all three of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To reduce, smelt, pour, mould, roll, press, treat, forge, transform iron, steel, copper, cast-iron and any other metals;

To manufacture, import, export, purchase and sell, wholesale and retail, any articles and merchandise in the manufacturing of which iron, steel, copper and any other metals may enter, under the name of "Les Industries Mont-Laurier, Limitée" — "Mont-Laurier Industries Limited", with a total capital stock of forty-nine thousand dollars (\$49,000), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Mont-Laurier, District of Montcalm.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of November, 1943.

P. FRENETTE,
 4945 Assistant Deputy Attorney General.

"Lucien Parizeau et Cie, Ltée"
"Lucien Parizeau & Company, Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dixième jour de novembre 1943, constituant en corporation: Lucien Parizeau, publiciste, Françoise Nadeau, fille majeure, secrétaire, et Jean-Marie Nadeau, avocat, tous domiciliés et résidant à Montréal, district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de gros et de détail, et le métier d'imprimeur, d'éditeur et de libraire;

Acheter, exploiter, utiliser, vendre des droits d'auteur, d'éditions de tous ouvrages parus ou en préparation;

Exercer l'industrie de lithographie, de graveur, de relieur de photographies, de photographeur, ainsi que les industries et arts accessoires;

Imprimer et mettre en circulation, vendre des journaux, des revues, des périodiques et livres de littérature, et, en général des livres de technique, de science pure et d'enseignement;

Agir comme agent de publicité et représentant d'entreprises similaires du Canada et de l'étranger, sous le nom de "Lucien Parizeau et Cie, Ltée" — "Lucien Parizeau & Company, Ltd.", avec un capital total de vingt-cinq mille dollars (\$25,000.00), divisé en deux cent cinquante (250) actions ordinaires d'une valeur au pair de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce dixième jour de novembre 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,
 4946-o P. FRENETTE.

"Lucien Parizeau et Cie, Ltée"
"Lucien Parizeau & Company, Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of November, 1943, incorporating: Lucien Parizeau, publicist, Françoise Nadeau, spinster, secretary, and Jean-Marie Nadeau, advocate, all three domiciled and residing at Montreal, District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on a wholesale and retail business and trade of printer, editor and stationer;

To purchase, operate, utilize, sell the copyrights, publishing rights of any works, whether already out or in preparation;

To carry on business as lithographer, engraver, photograph binder, photo-engraver, and also the industries and arts incidental thereto;

To print and circulate and sell newspapers, reviews, periodicals and literary works, and, generally, technical books, books of pure science and teaching;

To act as publicity agents and representatives of similar undertakings whether Canadian or foreign, under the name of "Lucien Parizeau et Cie, Ltée" — "Lucien Parizeau & Company, Ltd.", with a total capital stock of twenty-five thousand dollars (\$25,000.), divided into two hundred and fifty (250) common shares of a par value of one hundred dollars (\$100.) each.

The head office of the company will be at Montreal, District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of November, 1943.

P. FRENETTE,
 4946 Assistant Deputy Attorney General.

"L'Union Démocratique du Canada Français"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a plu au Lieutenant-gouverneur de la province de Québec de corriger les lettres patentes en date du septième jour d'octobre 1943, de la corporation "L'Union Démocratique du Canada Français" en y insérant des clauses déterminant le mode d'élection des directeurs et créant un conseil général composé de seize membres.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-troisième jour de novembre 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,
4947-o P. FRENETTE.

"Montreal Lodi Retreading Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du cinq novembre 1943, constituant en corporation: Walter Alfred Merrill, avocat et conseil en loi du Roi, Archibald Stalker, avocat et conseil en loi du Roi, tous deux de la cité de Westmount, et Mary Elizabeth Spracklin, secrétaire, fille majeure, de la cité de Montréal, et tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce qui consiste à rechapier, vulcaniser, réparer et reconstruire des pneus et chambres à air faits de caoutchouc et/ou de substances plastiques ayant les mêmes caractéristiques que le caoutchouc brut de toutes catégories et sortes, et acheter, vendre, louer ou autrement faire le commerce en gros ou en détail de pneus et chambres à air et autres articles faits de caoutchouc et/ou de substances plastiques ayant des caractéristiques semblables au caoutchouc brut et en faire le commerce, et maintenir, exploiter des magasins, garages et entrepôts et autres lieux semblables, et exploiter des garages pour la réparation, le remisage ou le service d'automobiles et leurs accessoires de toutes sortes et descriptions, sous le nom de "Montreal Lodi Retreading Limited", avec un capital total de quarante mille dollars (\$40,000), divisé en quatre cents (400) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce cinq novembre 1943.

L'Assistant procureur général suppléant,
4948 P. FRENETTE.

"René Lingerie Shoppes Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du six novembre 1943, constituant en corporation: Philip Meyerovitch, C.R., Harry Batshaw, C.R., et Louis Feigenbaum, avocat, résidant respectivement dans les cités de Montréal, Westmount et Outremont, dans le district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, produire, acheter, vendre, importer et exporter, des vêtements pour dames, marchandises sèches, habits et vêtements pour dames et hommes, et fournitures de toutes sortes

"L'Union Démocratique du Canada Français"

Notice is given that under Part I of the Quebec Companies' Act, the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec has been pleased to correct the letters patent bearing date the seventh day of October, 1943, of the corporation "L'Union Démocratique du Canada Français" by inserting therein clauses fixing the mode of election of directors and creating a general council composed of sixteen members.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of November, 1943.

P. FRENETTE,
Assistant Deputy Attorney General.

"Montreal Lodi Retreading Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, Chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the fifth day of November, 1943, incorporating: Walter Alfred Merrill, advocate and King's Counsel, Archibald Stalker, advocate and King's Counsel, both of the City of Westmount, and Mary Elizabeth Spracklin, secretary, spinster of the full age of majority, of the City of Montreal, and all of the Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of retreading, vulcanizing, repairing and rebuilding tires and tubes made of rubber and/or plastic materials having characteristics of like nature to crude rubber, of all classes and kinds, and to buy, sell, lease or otherwise deal in wholesale or retail tires and tubes and other articles made of rubber and/or plastic materials having characteristics of like nature to crude rubber, and to deal in same, and to maintain, operate stores, garages and warehouses and other like places, and to operate garages for the repairing, storing or servicing of motor cars and accessories thereof of every kind and description, under the name of "Montreal Lodi Retreading Limited", with a total capital stock of forty thousand dollars (\$40,000.00), divided into four hundred (400) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of November, 1943.

P. FRENETTE,
Assistant Deputy Attorney General.

"René Lingerie Shoppes Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, Chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the sixth day of November, 1943, incorporating: Philip Meyerovitch, K.C., Harry Batshaw, K.C., and Louis Feigenbaum, advocate, residing respectively in the Cities of Montreal, Westmount and Outremont, in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, produce, buy, sell, import and export, ladies' wear, dry goods, ladies' and gentlemen's clothing wearing apparel and furnishings of every kind and description, under the name of

et descriptions, sous le nom de "René Lingerie Shoppes Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera au numéro 1810 est, rue Mont-Royal, en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le six novembre 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,
4949 P. FRENETTE.

"Saurel Abattoir, Ltée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dixième jour de novembre 1943, constituant en corporation: Augustin Desjardins, contracteur, Paul Paulet, commis, et Paul-Émile Ally, avocat, tous trois de la cité de Sorel, province de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir, posséder, louer, exploiter et gérer des abattoirs et des cours à bestiaux, établissements de salaison, de fertilisants, d'abattage et des établissements pour la préparation et la mise en boîtes de viandes; fabriquer, acheter, vendre et faire le commerce en gros et en détail de fertilisants, graisse, suif, huile, peaux, cuir, laine, savon, colle, peinture, vernis, poudre à laver, condiments, liniments, couvertures, parcs, harnais, clous, voitures d'hiver, fers à cheval, charrettes et toutes sortes de véhicules, et acheter, vendre, garder, cultiver et faire le commerce en gros et en détail de chevaux, bétail, moutons, porcs et autres animaux vivants, et acheter, vendre et faire le commerce en gros et en détail de beurre, fromage, saindoux, œufs, volailles, peaux, viandes, provisions, légumes, fruits et toutes sortes d'aliments et de denrées alimentaires; manufacturer, extraire et produire et faire le commerce de produits et sous-produits qui peuvent être manufacturés, extraits et produits d'aucun des articles précités;

Établir, bâtir et exploiter des marchés, cours à bestiaux, fondoirs, couvoirs, clapiers et tous établissements ou bâtiments nécessaires ou utiles pour l'exploitation de l'industrie de la Compagnie;

Faire les opérations de voituriers, entreposeurs, camionneurs, expéditeurs, sous le nom de "Saurel Abattoir, Ltée", avec un capital total de soixante-quinze mille dollars (\$75,000.00), divisé en mille cinq cents (1500) actions de cinquante dollars (\$50.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Sorel, comté de Richelieu.

Daté du bureau du procureur général, ce dixième jour de novembre 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,
4950-o P. FRENETTE.

"Universal Lumber Company, Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du onzième jour de novembre 1943, constituant en corporation: Félix Racicot, architecte, Joseph Mathys, ingénieur civil, tous deux de Contrecoeur, et Jacques Thibaudeau, administrateur, de la cité de Westmount, tous trois de la province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, vendre, échanger, louer des terres boisées, limites à bois, concessions forestières, coupes de bois debout;

"René Lingerie Shoppes Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at 1810 Mount Royal St. East, in the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of November, 1943.

P. FRENETTE,
4949-o Assistant Deputy Attorney General.

"Saurel Abattoir, Ltée"

Notice is given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of November, 1943, incorporating: Augustin Desjardins, contractor, Paul Paulet, clerk, and Paul Emile Ally, advocate, all three of the city of Sorel, Province of Quebec, for the following purposes:

To acquire, own, lease, operate and manage abattoirs and stock-yards, packing, fertilizing and slaughtering plants and establishments for the preparing and canning of meat; to manufacture, buy, sell and deal, wholesale and retail, in fertilizers, grease, tallow, oil, hides, leather, wool, soap, glue, paint, varnish, washing-powder, condiments, liniments, blankets, folds, harness, nails, winter vehicles, horseshoes, carts and all kinds of vehicles, and to purchase, sell, keep, cultivate and deal, wholesale and retail, in horses, cattle, sheep, pigs and other livestock, and to buy, sell and deal, wholesale and retail, in butter, cheese, lard, eggs, poultry, hides, meat, provisions, vegetables, fruit and all kinds of provisions and foodstuffs; to manufacture, extract and produce and deal in any products and by-products which may be manufactured with, extracted from and produced by any of the foregoing articles;

To establish, build and operate markets, stock-yards, melting-houses, incubators, rabbit hutches and all establishments or buildings required or useful for the operation of the industry of the company;

To carry on the operations of carters, warehousemen, truckmen, forwarders, under the name of "Saurel Abattoir, Ltée", with a total capital stock of seventy-five thousand dollars (\$75,000), divided into one thousand five hundred (1500) shares of fifty dollars (\$50) each.

The head office of the company will be at Sorel, county of Richelieu.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of November, 1943.

P. FRENETTE,
4950 Assistant Deputy Attorney General.

"Universal Lumber Company, Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of November, 1943, incorporating: Félix Racicot, architect, Joseph Mathys, civil engineer, both of Contrecoeur, and Jacques Thibaudeau, administrator, of the City of Westmount, all three of the Province of Quebec, for the following purposes:

To purchase, sell, exchange, lease wooded lands, timber limits, forest concessions, standing timber cuts;

Faire le commerce de bois, en général, bois brut ou ouvré, bois de pulpe, pulpe, de tous les sous-produits du bois, en faire l'exportation ou l'importation;

Acquérir, ériger, posséder, exploiter des postes d'essence et de service, et garages; et faire le commerce de l'automobile et de véhicules-moteurs et des pièces de rechange;

Faire le transport des personnes et des marchandises, sous le nom de "Universal Lumber Company, Limited", avec un capital-actions de mille (1000) actions privilégiées d'une valeur nominale au pair de vingt-cinq dollars (\$25.00) chacune, et un capital-actions ordinaire, sans valeur nominale, de mille (1000) actions.

Le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de vingt-cinq mille dollars (\$25,000.00).

Le bureau principal de la compagnie sera à Contrecoeur, dans le comté de Verchères, district de Richelieu, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce onzième jour de novembre 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,
4951-o P. FRENETTE.

To carry on a general lumber business, raw and dressed wood, pulp-wood, pulp, all the by-products of wood, and to carry on the exportation or importation thereof;

To acquire, erect, own, operate gasoline and service stations and garages; and to deal in automobiles and motor-vehicles, and spare parts;

To carry on the transportation of persons and merchandise, under the name of "Universal Lumber Company, Limited", with a capital stock of one thousand (1000) preferred shares of a nominal par value of twenty-five dollars (\$25.) each and a common capital stock, without nominal value, of one thousand (1000) shares.

The amount with which the company will begin its operations is twenty-five thousand dollars (\$25,000.).

The head office of the company will be at Contrecoeur, County of Verchères, District of Richelieu, Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of November, 1943.

P. FRENETTE,
Assistant Deputy Attorney General.

"W. Clare Duffus Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du cinq novembre 1943, constituant en corporation: W. Clare Duffus, gérant, Stella A. Krætsch, secrétaire, fille majeure, tous deux de la cité de Hampstead, et Arnold P. Caswell, comptable agréé, de la cité de Montréal, tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

Importer ou exporter, acheter ou vendre, manufacturer, assembler ou autrement exercer le commerce, en gros ou en détail, d'aucune et toutes sortes de bois de charpente, bois contreplaqué, feuilles de placage, ou tous autres produits de la forêt, sous le nom de "W. Clare Duffus Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le nombre des actionnaires sera limité à vingt, à l'exception des employés de la compagnie.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le cinq novembre 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,
4952 P. FRENETTE.

"W. Clare Duffus Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, Chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the fifth day of November, 1943, incorporating: W. Clare Duffus, manager, Stella A. Krætsch, secretary, spinster of the age of majority, both of the City of Hampstead, and Arnold P. Caswell, chartered accountant, of the City of Montreal, all of the Province of Quebec, for the following purposes:

To import or export, buy or sell, manufacture, assemble or otherwise deal, wholesale or retail, in any or all kinds of lumber, plywood, veneer, or any other forest products, under the name of "W. Clare Duffus Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The shareholders shall be limited to not more than twenty, exclusive of employees of the company.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of November, 1943.

P. FRENETTE,
Assistant Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

"Cameo Metal Seal & Label Co. Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du dix-sept novembre 1943, à la compagnie "Cameo Metal Seal & Label Co. Ltd.", ratifiant un règlement étendant les pouvoirs de la compagnie aux objets suivants:

Exercer le commerce de manufacturiers, marchands en gros, détaillants, agents, importateurs et exportateurs et acheter, vendre et faire le

Supplementary Letters Patent

"Cameo Metal Seal & Label Co. Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the seventeenth day of November, 1943, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Cameo Metal Seal & Label Co. Ltd.", ratifying a by-law extending the powers of the company to the following objects:

To carry on the business of manufacturers, wholesalers, retailers, agents, importers and exporters and to buy, sell and deal in all kinds

commerce de métaux de toutes sortes et descriptions, produits en métal, plastique, composés, bois et produits chimiques et tous produits et choses faits ou manufacturés en tout ou en partie de métaux, produits de métal, plastique, composés, bois et produits chimiques;

Demander, obtenir, acheter, louer ou autrement acquérir et détenir, utiliser, posséder, exploiter ou autrement disposer d'aucune ou de toutes marques de commerce, formules, procédés secrets, noms de commerce, marques distinctives et droits d'auteurs pour leur utilisation relativement aux objets manufacturés, vendus ou utilisés par la compagnie.

Daté du bureau du procureur général, ce dix-sept novembre 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,
4940 P. FRENETTE.

and descriptions of metals, metal products, plastics, compounds, woods and chemicals and all products and things produced or manufactured in whole or in part from metals, metal products, plastics, compounds, woods and chemicals;

To apply for, obtain, purchase, lease or otherwise acquire and to hold, use, own, operate or otherwise dispose of any or all trade marks, formula, secret processes, trade names, distinctive marks and copyrights for use in connection with the wares manufactured, sold or used by the Company.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of November, 1943.

P. FRENETTE,
4940-o Assistant Deputy Attorney General.

"Laboratoire Vincent Incorporé"
"Vincent Laboratory Incorporated"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du douzième jour de novembre 1943, changeant le nom de la compagnie "Minto Agencies Incorporated", constituée en corporation par lettres patentes en date du douzième jour de janvier 1942, sous le nom de "Minto Agencies Incorporated" en celui de "Laboratoire Vincent Incorporé"—"Vincent Laboratory Incorporated".

Daté du bureau du procureur général, ce douzième jour de novembre 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,
4953-o P. FRENETTE.

"Laboratoire Vincent Incorporé"
"Vincent Laboratory Incorporated"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of November, 1943, changing the name of the company "Minto Agencies Incorporated", incorporated by letters patent bearing date the twelfth day of January, 1942, under the name of "Minto Agencies Incorporated" to that of "Laboratoire Vincent Incorporé"—"Vincent Laboratory Incorporated."

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of November, 1943.

P. FRENETTE,
4953 Assistant Deputy Attorney General.

"Thomas Robertson & Company Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du six novembre 1943, à la compagnie "Thomas Robertson & Company Limited", ratifiant son règlement N° 28 diminuant son capital-actions de \$1,046,333.33 à \$924,666.67 par l'annulation de 2,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$48.66 2/3 chacune et par le remboursement aux actionnaires d'un montant de \$121,666.66.

Daté du bureau du procureur général, ce six novembre 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,
4954 P. FRENETTE.

"Thomas Robertson & Company Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the sixth day of November, 1943, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "Thomas Robertson & Company Limited", ratifying its By-law No. 28 reducing its capital stock from \$1,046,333.33 to \$924,666.67, by the cancellation of 2,500 preferred shares of the par value of \$48.66 2/3 each and by reimbursing to the shareholders an amount of \$121,666.66.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of November, 1943.

P. FRENETTE,
4954-o Assistant Deputy Attorney General.

Ventes pour taxes municipales

Province de Québec

VILLE DE POINTE-CLAIRE

Avis public est par les présentes donné que les immeubles ci-dessous désignés, seront vendus à l'enchère publique à DIX heures de l'avant-midi, MERCREDI, le VINGT-DEUX DÉCEMBRE mil neuf cent quarante-trois (22 décembre 1943), en la salle de l'Hôtel de Ville, Pointe-Claire, P.Q., pour satisfaire au paiement des taxes municipales générales et spéciales, taxes scolaires, des intérêts et des frais encourus, à moins que ces taxes, frais

Sales for Municipal Taxes

Province of Quebec

TOWN OF POINTE-CLAIRE

Public notice is hereby given that the immovable properties hereinafter described will be sold by public auction at the Town Hall, Town of Pointe-Claire, P.Q., on WEDNESDAY, DECEMBER TWENTY-SECOND, nineteen hundred and forty-three, at TEN o'clock in the morning, for the payment of general and special municipal taxes, school taxes and interest, as given below, and the costs which may be subse-

et intérêts ne soient réglés avant la vente, au bureau du Secrétaire-Trésorier de la Ville, 293 Bord du Lac, Pointe-Claire, P.Q.

quently incurred, unless before that date, the said taxes, interest and costs have been paid for at the office of the Secretary-Treasurer of the Town, 293 Lakeshore Road, Pointe-Claire, P.Q.

Cadastre du village de Pointe-Claire — Cadastre of the village of Pointe-Claire

Noms des propriétaires Names of proprietors	Nos de cadastre Cadastre numbers	Total Taxes & Int.
1.—Clisby, Laura M.	4-111	\$ 287.38
2.—Hunter, W. S.	4-234, 235 & Pt. N.4-236	640.45
Cette dernière parcelle de terrain étant la moitié nord du lot 4-236 mesurant 20 pieds de largeur par 115 pieds de profondeur.		
This last parcel of land being the north half of lot 4-236 measuring 20 feet in width by 115 feet in depth.		
3.—Labonté, Lilianne, Marcel & Jules	99-101, 102, 103.	83.65

Cadastre de la paroisse de Pointe-Claire — Cadastre of the parish of Pointe-Claire

4.—Bentley, W. F.	56-1/260	218.46
Cette parcelle de terrain étant la moitié sud du lot N° 56-60 mesurant 50 pieds de largeur par 250 pieds de profondeur.		
This parcel of land being the south half of lot No. 56-60 measuring 50 feet in width by 250 feet in depth.		
5.—Campeau, H., Mme-Mrs.	58-75, 76	1,002.50
6.—Cooper, T. C., Mme-Mrs.	56-25	270.05
7.—Dewar, M. N., Mlle-Miss & Marcel, Geo., Succ.-Est.	53-5-40; 53-5-41	229.11
8.—Deagan, W. C.	49-222	47.63
9.—Edwards, S. M.	58-93-1-1; 58-94-1; 58-95-1	802.71
10.—Elliott, R. W.	50-134	160.35
11.—Fréchette, J. E. in trust—fiducie	39-413	292.67
12.—Howard, W., Mme-Mrs.	58-210	238.09
13.—Lamontagne, J. B.	58-164, 165, 166	745.12
14.—Leavesland Limited	19-259, 260, 262, 263, 264, 266	788.41
15.—Préfontaine, Jos. Napoléon	57-791, 792, 42-105, 106, 107, 108, 109, pt.65, pt.66, pt.67	1,211.44

(A) La partie du lot 65 est la portion nord du lot 42-65 mesurant 57.8 pieds de largeur dans la ligne sud; 52 pieds de largeur dans la ligne nord; 160.4 pieds de profondeur dans la ligne ouest; et 166.25 pieds de profondeur dans la ligne est; et ayant une superficie approximative de 8966 pieds carrés.

(A) Part of lot 65 is the north portion of lot 42-65 measuring 57.8 feet in width on the south; 52 feet in width on the north; 160.4 feet in length on the west, and 166.25 feet in length on the east and having an approximate area of 8966 square feet.

(B) La partie du lot 66 est la portion nord du lot 42-66 mesurant 50 pieds de largeur par 155.25 pieds de profondeur dans la ligne ouest et 160.4 pieds de profondeur dans la ligne est.

(B) Part of lot 66 is the north portion of lot 42-66 measuring 50 feet in width by 155.25 feet in depth on the west and 160.4 feet in depth on the east.

(C) La partie du lot 67 est la portion nord du lot 42-67 mesurant 50 pieds de largeur par 150 pieds de profondeur dans la ligne ouest et 155.25 pieds de profondeur dans la ligne est.

(C) Part of lot 67 is the north portion of lot 42-67 measuring 50 feet in width by 150 feet in depth on the west and 155.25 feet in depth on the east.

16.—Reid, E.L.	53-15, Pt.N.14.	\$ 271.37
Cette dernière parcelle de terrain étant la moitié nord du lot N° 53-14 mesurant 25 pieds de largeur et 127 pieds de profondeur.		
This last parcel of land being the north half of lot 53-14, measuring 25 feet in width and 127 feet in depth.		
17.—Runcorn, H., Mme-Mrs.	58-132, 133.	331.77
18.—Scott, B. B. & H.	54-18-18a	226.39
19.—Sullivan, John	49-117	95.85
20.—Vaughan, V. H.	58-112, 113	290.19
21.—Watts, G., Mme-Mrs.	57-751	372.89
22.—Williams, W. (Succ.-Est.)	49-134, 135.	132.09

Donné en la Ville de Pointe-Claire, ce 16ième jour de novembre 1943.

Given at the town of Pointe-Claire, this 16th day of November 1943.

Certifié vraie copie,

Certified true copy,

Le secrétaire-trésorier,
(Signé) R. LABROSSE.

(Signed) R. LABROSSE,
Secretary-Treasurer.

4897-48-2-o

4897-48-2-o

COMMISSION SCOLAIRE DE ST-JEAN
L'ÉVANGÉLISTE

SCHOOL COMMISSION OF ST-JEAN
L'ÉVANGÉLISTE

Avis public est, par les présentes, donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du dix-huit novembre 1943, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 207) de vendre les immeubles ci-dessous désignés pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dues à la commission scolaire de St-Jean l'Évangéliste, avec intérêt et frais, et qu'en conséquence,

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by an order dated the eighteenth of November, 1943, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of section 54 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q., 1941, chapter 207) to sell the immovables hereinafter designated in payment of arrears of taxes due the School Commission of St-Jean l'Évangéliste, with interest and costs, and that consequently the said immovables will

lesdits immeubles seront vendus par encan public, dans la salle du conseil de Canton Bégin, à Canton Bégin, le VINGT-DEUX DÉCEMBRE 1943, à ONZE heures de l'avant-midi.

Toutefois, ces immeubles ne seront pas mis en vente si tous les versements échus des taxes scolaires consolidées, et les taxes scolaires, non consolidées, de l'année 1942-1943 et des années antérieures, sont payés avant le moment de la vente.

1. Uldérie Fradette:—Le lot numéro 7, rang 1.
2. Paul Fradette:—Les droits d'occupation, à titre très précaire, du lot numéro 7, rang 2.
3. Adjuitor Maltais:—Le lot numéro 14, rang 1.
4. Alphonse Perron:—La demie nord du lot numéro 28, rang 1.
5. Paul-Émile Bouchard:—Le lot numéro 29, rang 1.
6. Armand Savard (ptre):—Le lot numéro 32, rang 1.
7. Lucien Savard:—Les droits d'occupation, à titre précaire sur le lot numéro 42, rang 3.
8. Trefflé Guay:—Le lot numéro 42, rang 2.
9. Paul Gauthier:—Le lot numéro 42, rang 1.
10. Adela Tremblay:—La partie de lot mesurant environ 3 acres, bornée au nord par le chemin public; à l'est, au sud et à l'ouest, par le lot numéro 42, rang 1.
11. Michel Gauthier:—Le lot numéro 43, rang 1.
12. François Gauthier:—Le lot numéro 44, rang 1.
13. Mme Marie-Alma Tremblay:—Le lot numéro 34, rang 3.
14. Wilbrod Gagné:—Le lot numéro 35, rang 4.
15. Thomas-Louis Pearson:—Le lot numéro 37, rang 4.
16. René Perron:—Le lot numéro 41, rang 3.
17. Louis Turcotte:—Le lot numéro 41, rang 4.
18. Joseph Blackburn:—Le lot numéro 35, rang 5.
19. Roméo Savard:—Le lot numéro 41, rang 6.

Tous ces lots et parties de lots sont connus et désignés aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel du canton Bégin et seront vendus avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, s'il y en a, et avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes attachées auxdits immeubles.

Le prix d'adjudication de chacun de ces immeubles sera payable immédiatement.

La vente sera en outre sujette au droit de retrait et aux autres dispositions de la Loi de la Commission municipale de Québec.

Donné à Canton Bégin, ce 22 novembre 1943.

Le secrétaire-trésorier,

ROMÉO LÉVESQUE.

4898-48-2-o

MUNICIPALITÉ DE LAC FRONTIÈRE

Avis public est, par les présentes, donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du 18 novembre 1943, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, ch. 207), de vendre les immeubles ci-dessous désignés pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dues à la municipalité de Lac Frontière, avec intérêts et frais, et qu'en conséquence, lesdits immeubles seront vendus par encan public dans la salle des séances du Conseil de la municipalité de Lac Frontière, comté de Montmagny, à ONZE heures de l'avant-midi, MARDI, le VINGT ET UNIÈME jour de DÉCEMBRE 1943.

Toutefois, seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels les taxes municipales devenues exigibles le ou avant le 1er janvier 1943 auront été payées avant le moment de la vente.

1. Bolduc, Aug.-W.:—Le lot N° 32, range IX.
2. Caron, Josaphat:—La partie du lot N° 44, rang X, sur toute la largeur du lot, bornée au nord à la route nationale et au sud, à la frontière.
3. Bolduc, Aug.-W.:—Le lot N° 33-31, rang X.
4. Pelchat, Amédée:—Le lot N° 51, range IX.
5. Chabot, Jean:—Le lot N° 1A, range XIII.

be sold by public auction, in the council hall of the Township of Bégin, at the Township of Bégin, on the TWENTY-SECOND day of DECEMBER, 1943, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

However, the said immovables will not be sold if all payments due for consolidated school taxes, and all non-consolidated school taxes, for the year 1942-1943 and previous years, be paid before the sale.

1. Uldérie Fradette:—Lot number 7, range 1.
2. Paul Fradette:—The rights of occupancy, at very uncertain title, on lot number 7, range 2.
3. Adjuitor Maltais:—Lot number 14, range 1.
4. Alphonse Perron:—The north half of lot number 28, range 1.
5. Paul-Émile Bouchard:—Lot number 29, range 1.
6. Armand Savard (priest):—Lot number 32, range 1.
7. Lucien Savard:—Rights of occupancy, at uncertain title on lot number 42, range 3.
8. Trefflé Guay:—Lot number 42, range 2.
9. Paul Gauthier:—Lot number 42, range 1.
10. Adela Tremblay:—Part of lot measuring about 3 acres, bounded on the north by the public road; on the east, south and west, by lot number 42, range 1.
11. Michel Gauthier:—Lot number 43, range 1.
12. François Gauthier:—Lot number 44, range 1.
13. Mrs. Marie Alma Tremblay:—Lot number 34, range 3.
14. Wilbrod Gagné:—Lot number 35, range 4.
15. Thomas Louis Pearson:—Lot number 37, range 4.
16. René Perron:—Lot number 41, range 3.
17. Louis Turcotte:—Lot number 41, range 4.
18. Joseph Blackburn:—Lot number 35, range 5.
19. Roméo Savard:—Lot number 41, range 6.

All the said lots and parts of lots are known and designated on the official cadastral plan and in the book of reference of the Township of Bégin and will be sold with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, if any, and with all the active and passive, apparent and unapparent servitudes attached to the said immovables.

The purchase price of each of the said immovables will be payable immediately.

The sale shall, moreover, be subject to right of redemption and to the other provisions of the Quebec Municipal Commission Act.

Given at the Township Bégin, this 22nd November, 1943.

ROMÉO LÉVESQUE,

Secretary-Treasurer.

4898-48-2

MUNICIPALITY OF LAC FRONTIÈRE

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by an order dated the 18th November, 1943, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of section 54 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q., 1941, chapter 207), to sell the immovables hereinafter designated in payment of arrears of taxes due the Municipality of Lac Frontière, with interest and costs, and that consequently the said immovables will be sold by public auction in the meeting room of the Council of the Municipality of Lac Frontière, county of Montmagny, at ELEVEN o'clock in the forenoon, TUESDAY, the TWENTY-FIRST day of DECEMBER, 1943.

However, there shall be excluded from the sale those immovables whereon the municipal taxes falling due on or before the 1st of January 1943, shall have been paid before the sale.

1. Bolduc, Aug. W.:—Lot No. 32, range IX.
2. Caron, Josaphat:—That part of lot No. 44, range X, by the whole depth of the lot, bounded on the north by the National Highway and on the south by the Frontier.
3. Bolduc, Aug. W.:—Lot No. 33-31, range X.
4. Pelchat, Amédée:—Lot No. 51, range IX.
5. Chabot, Jean:—Lot No. 1A, range XIII.

6. Mathieu, Josaphat:—Les lots Nos 3A & 3B, rang XIII.

7. Mateau, Ernest:—Les lots Nos 5A & 5C, rang XIII.

8. Nolet, Louis:—Les parties suivantes du lot N° 6, rang XIII: l'une au nord-ouest du chemin de fer Quebec Central, mesurant 45 acres en superficie; l'autre, au sud-est de la rivière de la Loutre, mesurant 73 acres en superficie.

9. Gosselin, Jos.:—Les lots Nos 15-16-17, rang XIII. Superficie des trois lots: 33 acres.

Les immeubles désignés sous les numéros d'ordre 4 à 9 inclusivement sont détenus sous billets de location.

Tous les immeubles ci-haut sont désignés sous les numéros du cadastre du Canton Talon, Co. Montmagny.

Le prix d'adjudication de ces immeubles sera payable immédiatement.

La vente sera en outre sujette au droit de retrait et aux autres dispositions de la Loi de la Commission municipale de Québec.

Donné à Lac Frontière, ce vingt-deuxième jour de novembre 1943.

Le secrétaire-trésorier,
ÉDOUARD PELCHAT.

4905-48-2-o

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DU VILLAGE DE
STE-ANNE-DE-CHICOUTIMI

Avis public est par les présentes donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du dix-huit novembre 1943, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 207), de vendre les immeubles ci-dessous désignés, pour satisfaire au paiement des arriérés de taxes dues à la commission scolaire du village de Ste-Anne-de-Chicoutimi, avec intérêt et frais, et qu'en conséquence lesdits immeubles seront vendus par encan public, dans la salle du conseil du village de Ste-Anne-de-Chicoutimi, à Ste-Anne, le VINGT ET UN DÉCEMBRE 1943, à DIX heures de l'avant-midi.

Toutefois, ces immeubles ne seront pas mis en vente si tous les versements échus des taxes scolaires consolidées et toutes les taxes scolaires non consolidées de l'année 1942-1943 et des années antérieures sont payés avant le moment de la vente.

1. Joseph Weaner:—Un emplacement formant partie du lot numéro 103, mesurant environ 53 pieds de largeur du sud au nord, sur environ 125 pieds de profondeur de l'est à l'ouest, compris dans les bornes suivantes: vers le sud, par le terrain de Joseph Dubé, vers l'ouest par la route Ste-Amrie, ou chemin public; vers le nord et vers l'est, par le résidu dudit lot numéro 103, appartenant à Louis Boucher.

2. Mme Vve Patrice Gauthier:—Un emplacement formant partie des lots numéros 43 et 44, mesurant 40 pieds de largeur de l'est à l'ouest sur 120 pieds de profondeur du nord au sud, borné comme suit: Au nord, par le chemin public de front actuel; à l'est et au sud, par le terrain de Joseph Gagnon, fils de Louis; et à l'ouest partie par le terrain de John Tremblay "Michaud".

3. Louis-Joseph Boucher:—a) Un terrain de figure irrégulière, formant partie du lot numéro 10-B, mesurant 10 pieds de largeur du sud au nord en mesurant sur le chemin public, et borné comme suit: Au sud, par le terrain de Oscar Boucher, au sud ouest par le chemin public, vers l'est à la ligne limitative ouest du village de Ste-Anne (division cadastrale); et au nord par le terrain décrit au paragraphe (b) suivant une ligne parallèle à la ligne nord du terrain de Oscar Boucher;

b) Un terrain de figure irrégulière formant partie du lot numéro 10-B-1, mesurant 100 pieds de largeur du sud au nord, en mesurant sur le chemin public, et borné comme suit: Vers le sud, au terrain décrit au paragraphe (a); au sud-ouest au chemin public, vers l'est à la ligne limitative ouest du village de Ste-Anne, et vers le nord, au terrain de Louis Boucher

6. Mathieu, Josaphat:—Lots Nos. 3A & 3B, range XIII.

7. Mateau, Ernest:—Lots Nos. 5A & 5C, range XIII.

8. Nolet, Louis:—The following parts of lot No. 6, range XIII; one on the northwest of the Quebec Central Railway, measuring 45 acres in area, the other on the southeast of the La Loutre River, measuring 73 acres in area.

9. Gosselin, Jos.:—Lots Nos. 15-16-17, range XIII. Area of the three lots: 33 acres.

The immovables designated numerically from 4 to 9 inclusively are held under location ticket.

All the above immovables are designated under cadastral numbers of the Township Talon, county Montmagny.

The purchase price of the said immovables will be payable immediately.

The sale shall, moreover, be subject to right of redemption and to the other provisions of the Quebec Municipal Commission Act.

Given at Lac Frontière, this twenty-second day of November, 1943.

ÉDOUARD PELCHAT,
Secretary Treasurer.

4905-48-2

SCHOOL MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF
STE-ANNE-DE-CHICOUTIMI

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by an order dated the eighteenth of November, 1943, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of section 54 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q., 1941, chapter 207), to sell the immovables hereinafter designated, in payment of arrears of taxes due the School Commission of the Village of Ste-Anne-de-Chicoutimi, with interest and costs, and that consequently the said immovables will be sold by public auction, in the Council room of the Village of Ste-Anne-de-Chicoutimi, at Ste-Anne, on the TWENTY-FIRST day of DECEMBER, 1943, at TEN o'clock in the forenoon.

However, the said immovables will not be sold if all payments due for consolidated school taxes and all non-consolidated school taxes for the year 1942-43 and previous years be paid before the sale.

1. Joseph Weaner:—An emplacement forming part of lot number 103, measuring about 53 feet in width from South to North, by about 125 feet in depth from East to West, comprised within the following boundaries: to the South, by the land of Joseph Dubé, to the West by the Ste-Amrie highway, or public road; to the North and to the East by the residue of said lot number 103, belonging to Louis Boucher.

2. Mme Wid. Patrice Gauthier:—An emplacement forming part of lots numbers 43 and 44, measuring 40 feet in width from East to West, by 120 feet in depth from North to South, bounded as follows: on the North, by the present public front road; on the East and South, by the land of Joseph Gagnon, son of Louis; and on the West partly by the land of John Tremblay "Michaud".

3. Louis Joseph Boucher:—a) A lot of land of irregular figure, forming part of lot number 10-B, measuring 10 feet in width from South to North measured on the public road, and bounded as follows: On the South, by the land of Oscar Boucher, on the Southwest by the public road, on the East by the West limit line of the Village of Ste-Anne (cadastral division); and on the North by the lot of land described in paragraph (b) following a line parallel to the North line of the land of Oscar Boucher;

b) A lot of land of irregular figure forming part of lot number 10-B-1, measuring 100 feet in width from South to North, measured on the public road, and bounded as follows: on the South, by the lot of land described in paragraph (a); on the Southwest by the public road, on the East by the West limit line of the Village of Ste-Anne, and on the North, by the

ou représentants, suivant une ligne parallèle à la ligne sud, ci-dessus établie;

c) Un terrain de 110 pieds de largeur ou environ, du sud au nord, formant partie du lot numéro 103, borné comme suit: Vers le sud, par le terrain de Oscar Boucher ou représentants; vers l'ouest, au terrain décrit au paragraphe (b) ou ligne ouest du lot numéro 103, vers le nord à une ligne parallèle à la ligne sud ou encore au prolongement, en ligne droite, vers l'est de la ligne nord du terrain décrit au paragraphe précédent; vers l'est, à la propriété de M. Wellie Brassard ou représentants, suivant une ligne parallèle à la ligne ouest du lot N° 103, et distante vers l'est de 261 pieds en mesurant à angle droit entre les lignes latérales, avec bâtisses et dépendances.

Les terrains décrits aux paragraphes (a) et (b) sont sujets au droit de passage de l'aqueduc, et celui décrit au paragraphe (c) est aussi sujet au droit de passage pour aqueduc, et autres fins que ceux auxquels est sujet le terrain de Oscar Boucher, tels qu'ils sont décrits dans un acte reçu en minute par le notaire Raymond Belleau, à Chicoutimi, le 21 mai 1932, et enregistré à Chicoutimi le 25 mai 1932 sous le numéro 57,960.

4. Georges Tremblay "Henry":—"A" 1) Un terrain de figure régulière mesurant 80 pieds de largeur sur le chemin public et même largeur au bout de la profondeur de 130 pieds, lequel terrain forme partie du lot numéro 10, borné vers le nord au chemin public; vers l'est et vers le sud, au terrain d'Henry Tremblay; et vers l'ouest partie ci-après au terrain décrit et partie au terrain de la Commission scolaire, avec bâtisse et dépendance;

2) Un autre terrain de figure irrégulière formant partie du lot numéro 10, compris dans les bornes suivantes: vers l'est, par le terrain ci-dessus décrit en premier lieu; vers le nord, au terrain de la commission scolaire; vers le sud par le terrain d'Henry Tremblay, suivant une ligne parallèle qui est le prolongement vers l'ouest du côté sud du terrain ci-dessus décrit en premier lieu et vers l'ouest par le terrain de Charles Gravel, propriétaire de partie du lot numéro 12.

Sauf à distraire l'immeuble cédé par Georges Tremblay à Ludovic Tremblay, par acte passé devant P. A. Hudon, le 6 juillet 1929, 6478 et enregistré à Chicoutimi le 15 juillet 1929 sous le numéro 53221.

"B" Une lisière de terrain faisant partie du lot numéro 10, de 20 pieds de largeur en mesurant à angle droit entre les lignes latérales sur 100 pieds de profondeur, et borné par le nord par le chemin public; vers l'ouest, au terrain de Georges Tremblay; vers l'est au terrain d'Henry Tremblay; et vers le sud au terrain de Ludovic Tremblay.

Ces lots et parties de lots sont connus et désignés au cadastre officiel du village de Ste-Anne-de-Chicoutimi, premier rang ouest, canton Tremblay, à l'exception toutefois des parties de lots désignés aux paragraphes a) et b) du numéro d'ordre 3, qui sont du cadastre du canton Tremblay.

Ces lots et parties de lots seront vendus avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, s'il y en a, et avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes pouvant les affecter.

Le prix d'adjudication de chacun de ces immeubles sera payable immédiatement.

La vente sera en outre sujette au droit de retrait et aux autres dispositions de la Loi de la Commission municipale de Québec.

Donné à Ste-Anne-de-Chicoutimi, le 20 novembre 1943.

Le secrétaire-trésorier,
JEAN BOUCHER.

4893-48-2-o

COMMISSION SCOLAIRE DE ST-AUGUSTIN

Avis public est, par les présentes donné, que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du vingt-quatre novembre 1943, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 207) de vendre les immeubles ci-dessous

land of Louis Boucher or representatives, following a line parallel to the South line, above established;

c) A lot of land of 110 feet in width or thereabouts, from South to North, forming part of lot number 103, bounded as follows: On the South, by the land of Oscar Boucher or representatives; on the West, by the lot of land described in paragraph (b) or West line of lot number 103, on the North by a line parallel to the South line or to the prolongation, in a straight line, Eastward of the North line of the lot of land described in the preceding paragraph; on the East, by the property of Mr. Wellie Brassard or representatives, following a line parallel to the West line of lot No. 103, and distant towards the East 261 feet measured at right angle between the lateral lines—with the buildings and dependencies.

The lots of land described in paragraphs (a) and (b) are subject to right of way of the waterworks, and the one described in paragraph (c) is also subject to right of way for the waterworks, and other purposes to which is subject the land of Oscar Boucher, as described in a deed received in minute by the Notary Raymond Belleau, at Chicoutimi, on the 21st of May, 1932, and registered at Chicoutimi the 25th of May, 1932, under No. 57,960.

4. Georges Tremblay "Henry":—"A" 1) A lot of land of regular figure measuring 80 feet in width on the public road and the same width at the end of the depth of 130 feet, the said lot of land forms part of lot number 10, bounded towards the North by the public road; towards the East and towards the South, by the land of Henry Tremblay; and towards the West partly by the lot of land hereinafter described and partly by the land of the School Commission—with building and dependency;

2) Another lot of land of irregular figure forming part of lot number 10, comprised within the following boundaries: on the East, by the lot of land above firstly described; on the North by the land of the School Commission; on the South by the land of Henry Tremblay, following a parallel line which is the prolongation Westward of the South side of the lot of land above firstly described and towards the West by the land of Charles Gravel, owner of part of lot number 12.

Save to be deducted the immovable ceded by Georges Tremblay to Ludovic Tremblay, by deed passed before P. A. Hudon, on the 6th of July, 1929, 6478 and registered at Chicoutimi on the 15th of July, 1929, under number 53221.

"B" A strip of land forming part of lot number 10, of 20 feet in width measured at right angle between the lateral lines by 100 feet in depth, and bounded on the North by the public road; on the West, by the land of Georges Tremblay; on the East by the land of Henry Tremblay; and on the South by the land of Ludovic Tremblay.

The said lots and parts of lots are known and designated on the official cadastre for the Village of Ste-Anne-de-Chicoutimi, First West Range, Township Tremblay, with the exception, however, of the parts of lots designated in paragraphs a) and b) of numerical order 3, which are of the cadastre of the Township Tremblay.

The said lots and parts of lots will be sold with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, if any, and with all the active and passive, apparent and unapparent servitudes which may affect them.

The purchase price of each of the said immovables will be payable immediately.

The sale shall, moreover, be subject to right of redemption and to the other provisions of the Quebec Municipal Commission Act.

Given at Ste-Anne-de-Chicoutimi, November 20, 1943.

JEAN BOUCHER,
Secretary Treasurer.

4893-48-2

SCHOOL COMMISSION OF ST-AUGUSTIN

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by an order dated the twenty-fourth day of November, 1943, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of section 54 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q., 1941, chapter 207) to sell the immovables hereinafter designated,

désignés, pour satisfaire au paiement des arriérés de taxes dues à la commission scolaire de St-Augustin, avec intérêt et frais, et qu'en conséquence, les dits immeubles seront vendus par encan public, dans la salle du conseil de St-Augustin, à St-Augustin, le VINGT DÉCEMBRE 1943, à ONZE heures de l'avant-midi.

Toutefois, seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels les taxes scolaires non consolidées de l'année 1942-1943 et des années antérieures et les versements échus sur les taxes scolaires consolidées, auront été payés avant le moment de la vente.

1. Jean-Ant. Lebel:—Le lot numéro 51, rang 3.
2. Adrien Guay:—Le lot numéro 34, rang 4.
3. Emile St-Pierre:—Le lot numéro 33, rang 4.
4. Chs. Eug. Plourde:—Le lot numéro 56, rang 4.
5. Ls. Philippe Plourde:—Le lot numéro 57, rang 4.
6. Xavier Tremblay:—Le lot numéro 33, rang 5.
7. Thomas Blanchet:—La demie ouest du lot numéro 59, rang 5.
8. Médor Côté:—Le lot numéro 37, rang 7.
9. Charles Guay:—Un emplacement faisant partie du lot numéro 40D, rang 6, de 42 pieds de largeur sur 190 pieds de profondeur, et borné au sud au chemin public, à l'ouest, au terrain de Méridé Simard, au nord au résidu du lot numéro 40 et à l'est, au terrain de Mme Vve Arthur Boulianne.

Tous les lots et parties de lots ci-dessus décrits, sont connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Dalmas.

Tous ces immeubles seront vendus avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, s'il y en a, et avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes attachées aux dits immeubles.

Le prix d'adjudication de chacun de ces immeubles sera payable immédiatement.

La vente sera en outre sujette au droit de retrait et aux autres dispositions de la Loi de la Commission municipale de Québec.

Donné à St-Augustin, ce 25 novembre 1943.

Le secrétaire-trésorier,
4928-48-2-o OSIAS BRASSARD.

in payment of arrears of taxes due the School Commission of St-Augustin, with interest and costs, and that consequently, the said immovables will be sold by public auction, in the council hall of St-Augustin, at St-Augustin, on the TWENTIETH day of DECEMBER, 1943, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

However, there shall be excluded from the sale those immovables whereon the non-consolidated school taxes for the year 1942-1943 and previous years and payments due on consolidated school taxes, shall have been paid before the sale.

1. Jean Ant. Lebel:—Lot No. 51, Range 3.
2. Adrien Guay:—Lot No. 34, Range 4.
3. Emile St-Pierre:—Lot No. 33, Range 4.
4. Chs. Eug. Plourde:—Lot No. 56, Range 4.
5. Ls. Philippe Plourde:—Lot No. 57, Range 4.
6. Xavier Tremblay:—Lot No. 33, Range 5.
7. Thomas Blanchet:—The West half of lot No. 59, Range 5.
8. Médor Côté:—Lot No. 37, Range 7.
9. Charles Guay:—An emplacement forming part of lot No. 40D, Range 6, measuring 42 feet in width by 190 feet in depth, and bounded on the South by the public road, on the West by the land of Méridé Simard, on the North by the residue of lot No. 40 and on the East, by the land of Mme Wid. Arthur Boulianne.

All the lots and parts of lots above described, are known and designated on the official cadastral plan and in the book of reference of the Township Dalmas.

All the said immovables will be sold with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, if any, and with all the active and passive, apparent and unapparent servitudes attached to the said immovables.

The purchase price of each of the said immovables will be payable immediately.

The sale shall, moreover, be subject to right of redemption and to the other provisions of the Quebec Municipal Commission Act.

Given at St-Augustin, this 25th of November, 1943.

OSIAS BRASSARD,
Secretary Treasurer.

Actions en séparation de biens

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, N° 223564. Dame Caroline Hensley, épouse commune en biens de Lucien P. Reeves, chirurgien-dentiste, tous deux des cité et district de Montréal, demanderesse; vs ledit Lucien P. Reeves, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 22 novembre 1943.

Il est ordonné au défendeur de comparaître dans le mois.

Montréal, le 23 novembre 1943.

Le député-protonotaire de la
Cour Supérieure, Montréal,
4961 T. DÉPATIE.

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, N° 223672. Dame Aurore Emma Malbœuf, demanderesse; vs Silas Brouillette, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le vingt-sixième jour de novembre 1943.

Montréal, ce 29 novembre 1943.

Le procureur de la demanderesse,
4967-o GUSTAVE DUTAUD, C.R.

Actions for separation as to property

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 223564. Dame Caroline Hensley, wife common as to property of Lucien P. Reeves, Dental Surgeon, both of the City and District of Montreal, Plaintiff; vs the said Lucien P. Reeves, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case on the 22nd day of November, 1943.

The Defendant is ordered to appear within one month.

Montreal, November 23rd, 1943.

T. DÉPATIE,
Deputy-Prothonotary of the
Superior Court, Montreal.

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 223672. Dame Aurore Emma Malbœuf, plaintiff; vs Silas Brouillette, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case on the 26th of November, 1943.

Montreal, November 29, 1943.

GUSTAVE DUTAUD, K.C.,
Attorney for Plaintiff.

Arrêté en Conseil

Order in Council

**ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

**ORDER-IN-COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER**

N° 3582

No. 3582

Québec, le 25 novembre 1943.

Quebec, 25th November, 1943.

Présent : Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Present : The Lieutenant-Governor in Council.

Concernant le mesurage des bois de sciage coupés dans les forêts de la Couronne.

Concerning the scaling of sawlogs cut in Crown Forests.

Attendu que l'arrêté ministériel numéro 936, du 7 avril 1943, en abrogeant toute disposition qui permettait le mesurage des billes de sciage par leur diamètre au fin bout seulement, a remis en vigueur pour ces bois la méthode de mesurage au deux bouts, qui établit le volume réel des billes;

Whereas O. C. No. 936 of 7th. April 1943, by repealing any regulation that permitted the scaling of sawlogs at the small end only, renewed—for this wood—the enforcement of two-end measurement, which establishes the actual volume of the logs;

Attendu que, en majorant les volumes provenant de mesurage au fin bout des billes par l'application de facteurs de correction reconnus, il est possible d'obtenir le même résultat, tout en permettant aux industriels de connaître les diamètres au fin bout des pièces, renseignements dont ils prétendent avoir besoin pour établir à l'avance la quantité et l'espèce de produits qu'ils pourront fabriquer pour le marché;

Whereas, by increasing the volume of logs resulting from small-end measurement by the application of recognized correction factors, it is possible to obtain the same result, and at the same time enable the operators to obtain the small-end diameters of the logs, which information they represent is necessary to establish in advance the quantity and the kind of products they will be able to manufacture for the market;

Attendu que, pour ne pas aggraver les difficultés de recrutement de la main-d'œuvre résultant de l'état de guerre et pour permettre à l'industrie de se familiariser avec les prescriptions de l'arrêté numéro 936, du 7 avril 1943, et de les adapter à ses méthodes d'industrialisation, il y aurait lieu de tolérer la procédure indiquée au paragraphe précédent pour l'année d'exploitation en cours, pourvu que les bûcherons engagés à forfait soient payés d'après le volume réel des billes tel qu'établi par le mesurage aux deux bouts comme le prescrit l'arrêté numéro 936;

Whereas, in order not to aggravate the difficulties of recruiting labour due to a state of war and to enable the industries to become familiar with the provisions of Order-in-Council No. 936 of 7th. April, 1943, and to adapt them to their manufacturing methods, it would be proper to tolerate the practice indicated in the preceding paragraph for the current operating year, provided that the forest workers engaged on piecework be paid according to the actual volume of the logs as established by two-end measurement as prescribed in Order-in-Council No. 936;

Attendu que des expériences poursuivies à travers la province ont établi des facteurs de correction dont il y aurait lieu d'éprouver l'exactitude par des tests appropriés;

Whereas experiments made throughout the Province have established correction factors the accuracy of which should be proved by appropriate tests;

Attendu que les techniciens du ministère des Terres et Forêts continueront d'étudier à son mérite toute la question du mesurage des bois de sciage et feront rapport au Ministre des Terres et Forêts avant la prochaine saison d'exploitation forestière;

Whereas the technicians of the Department of Lands and Forests will continue to study on its merits the whole question of the scaling of sawlogs and will report to the Minister of Lands and Forests before the next season of forest exploitation;

Attendu que, en attendant les conclusions de ce rapport, il y a lieu d'adopter, pour l'année en cours, les facteurs de correction suivants pour l'établissement du volume des bois de sciage après leur mesurage au fin bout:

Whereas, pending the conclusions of this report, it is proper to adopt for the current year the following correction factors to establish the volume of sawlogs after their measurement at the small end:

15% pour les bois feuillus,
20% pour les bois résineux.

15% for hardwoods,
20% for softwoods.

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre des Terres et Forêts, que, pour la présente saison d'opérations forestières, le mesurage des bois de sciage coupés dans les forêts de la Couronne se fasse au fin bout, en grossissant le volume ainsi établi par les facteurs 15% et 20%, suivant qu'il s'agisse de bois feuillus ou de bois résineux, et que les gages payés aux bûcherons employés à forfait, nonobstant les modifications, agréées temporairement par la présente, soient calculés d'après le mesurage aux deux bouts, tel que prescrit par l'arrêté ministériel numéro 936, du 7 avril 1943.

It is ordered, in consequence, on the proposition of the Honourable Minister of Lands and Forests, that for the current forest operating season, the measurement of sawlogs cut in Crown forests, be made at the small end, and the volume thus obtained shall be increased by 15% or 20% for hardwoods and softwoods, as the case may be, and that the wages of woods workers engaged on piecework, notwithstanding the modifications, hereby made temporarily, shall be calculated according to two-end measurement, as prescribed in Order-in-Council No. 936 of 7th. April, 1943.

A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

A. MORISSET,
Clerk to the Executive Council.

Avis divers

Miscellaneous Notices

FAFIC INVESTMENT COMPANY LIMITED

FAFIC INVESTMENT COMPANY LIMITED

RÈGLEMENT SPÉCIAL "D"

SPECIAL BY-LAW "D"

Un règlement pour autoriser la liquidation des affaires de la compagnie et la distribution de son actif.

A By-law to authorize the winding-up of the company's affairs and the distribution of its assets.

(i) La liquidation des affaires de la compagnie et la distribution de son actif au pro rata entre ses actionnaires suivant leurs droits respectifs soit et elle est, par les présentes, autorisée et dirigée et sujette à tels termes et conditions qui peuvent être fixés par les directeurs à leur discrétion, comprenant, mais sans limiter la généralité de ce qui précède, les termes et conditions suivants:

(i) The winding-up of the affairs of the company and the distribution of its assets rateably amongst its shareholders in accordance with their respective rights be and it is hereby authorized and directed upon and subject to such terms and conditions as may be fixed by the directors in their discretion, including, but without limiting the generality of the foregoing, the following terms and conditions:

(a) Une telle distribution peut être faite en argent ou en nature ou partie en argent et partie en nature, à tel temps ou de temps à autre que les directeurs peuvent déterminer;

(a) Such distribution may be made in cash or in kind or partly in cash and partly in kind, at such time or from time to time, as the directors may determine;

(b) Les directeurs peuvent, à leur discrétion, pourvoir à une telle distribution par le paiement ou le transfert à un syndic ou des syndics, en fiducie pour distribution entre les actionnaires de la compagnie, de la totalité ou d'aucune partie de l'actif de la compagnie à tels termes et conditions que les directeurs peuvent juger convenables;

(b) The directors may, in their discretion, provide for such distribution by payment or transfer to a trustee or trustees, in trust for distribution amongst the shareholders of the company, of the whole or any part of the assets of the company upon such terms and conditions as the directors may see fit;

(c) A compter de la date fixée pour la livraison par la compagnie de tous placements de la compagnie aux actionnaires ou pour le transfert d'iceux à tel syndic ou syndics pour distribution entre les actionnaires, les revenus, s'il y en a, accrus et non payés sur iceux ou qui seront accrus sur iceux, tels placements, comprenant tous dividendes déclarés mais non payés, seront la propriété des actionnaires, et la compagnie n'aura, par conséquent, aucun droits sur iceux;

(c) Upon and after the date fixed for the delivery by the company of any investments of the company to the shareholders or for the transfer thereof to such trustee or trustees for distribution amongst the shareholders, the revenues, if any, accrued and unpaid on, or to accrue on, such investments, including any dividends theretofore declared but not yet paid thereon, shall be the property of the shareholders, and the company shall, accordingly, have no rights therein;

(d) Dans le cas où la distribution en nature de tous placements de la compagnie entre ses actionnaires comportera des montants fractionnaires de tels placements, aucun actionnaire n'aura le droit de recevoir tel montant fractionnaire mais au lieu d'icelui il aura le droit d'être payé en argent ou de recevoir un autre actif, tel que prévu ci-après, pour tels montants que les directeurs ou ledit syndic ou syndics, advenant le cas, peuvent déterminer de temps à autre; et les directeurs ou ledit syndic ou syndics, advenant le cas, auront le pouvoir de temps à autre de vendre ou autrement disposer de tel montant d'aucun placement qui représentera le total des montants fractionnaires auxquels les actionnaires auraient autrement droits et payer ou livrer le produit d'une telle vente ou autre disposition à tels actionnaires respectivement;

(d) In the event that the distribution in kind of any investments of the company amongst its shareholders shall involve fractional amounts of such investments, no shareholder shall be entitled to receive such fractional amount but in lieu thereof shall be entitled to be paid in cash or to receive other assets, as hereinafter provided, for such amounts as the directors or said trustee or trustees, as the case may be, may, from time to time determine; and the directors or said trustee or trustees, as the case may be, shall have power from time to time to sell or otherwise dispose of such amount of any investment as shall represent the aggregate of all fractional amounts to which shareholders would otherwise be entitled and to pay or deliver the proceeds of such sale or other disposal to such shareholders respectively;

(e) Les directeurs peuvent, à leur discrétion, pourvoir comme ils le jugent convenable au paiement des dépenses et des frais de la compagnie ou de tel syndic ou syndics en effectuant la distribution de l'actif et à cette fin ils peuvent autoriser tel syndic ou syndics à retenir d'aucun revenu détenu pour distribution entre les actionnaires en vertu des dispositions du paragraphe (c) ci-haut, le montant des dépenses et des frais de tel syndic ou syndics et peuvent aussi autoriser tel syndic ou syndics, aux fins de fournir les deniers requis au paiement des dépenses et frais, à vendre tout actif qui peut être détenu par lui ou par eux en fiducie pour distribution;

(e) The directors may, in their discretion, make such provision as they see fit for payment of the expenses and charges of the company or of such trustee or trustees in carrying out the distribution of the assets and for that purpose may authorize such trustee or trustees to retain from any revenue held for distribution amongst the shareholders by virtue of the provisions of paragraph (c) hereof the amount of the expenses and charges of such trustee or trustees and may also authorize such trustee or trustees for the purpose of providing the moneys required to pay such expenses or charges to sell any assets which may be held by him or them in trust for distribution;

(f) Les directeurs sont aussi autorisés de temps à autre à vendre ou autrement disposer de ou autoriser tel syndic ou syndics à vendre ou autre-

(f) The directors are also authorized from time to time to sell or otherwise dispose of, or to authorize such trustee or trustees to sell or other-

ment disposer de, à tel prix ou considération et à tels termes que les directeurs ou tel syndic ou syndics, advenant le cas, peuvent déterminer tout actif détenu et non distribué par la compagnie ou par tel syndic ou syndics après la date fixée pour la distribution d'icelui entre les actionnaires ou détenteur par tel syndic ou syndics avant cette date, et le produit d'aucune telle vente ou autre disposition sera, sujet aux dispositions de ce règlement, détenu en lieu de tel actif et sera distribué en temps voulu comme représentant tel actif.

(ii) Deux officiers ou directeurs ou tout officier agissant avec tout directeur de la compagnie soient et ils sont, par les présentes, autorisés à signer, pour et au nom de la compagnie, tous tels actes et documents et accomplir et faire ou voir à ce que tous tels actes et choses soient accomplis et faits tels qu'ils peuvent, à leur discrétion, considérer nécessaires, désirables ou utiles à l'exécution des fins de ce règlement.

Certifié vraie copie.

Montréal, le 22 novembre 1943.

Le secrétaire,
G.-R. SAUCIER.

4965

La formation d'une société, sous le nom de "Association Professionnelle Acton Rubber Inc.", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 16 novembre 1943.

Le siège social de l'association est situé à Acton Vale, dans la Province de Québec.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHESI.

4968-0

Avis public est par les présentes donné que la Commission municipale de Québec, à sa séance du 30 novembre 1943, a adopté la résolution suivante:

"Il est résolu que, conformément aux dispositions de l'article 52 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, c. 207), les syndics de la paroisse de Saint-David d'Estcourt, dans le comté de Témiscouata, ne soient plus, à compter du 15 décembre 1943, considérés comme étant en défaut au sens de la section V de la Loi de la Commission municipale de Québec et qu'à compter de ladite date du 15 décembre 1943 le jugement de la Cour Supérieure du district de Kamouraska, en date du 30 juin 1933, déclarant les dits syndics en défaut, cesse d'avoir vigueur et effet."

La Commission municipale de Québec,
Québec, le 30 novembre 1943.

Le secrétaire,
CHARLES A. COUILLARD.

4969-0

Avis public est par les présentes donné que la Commission municipale de Québec, à sa séance en date du 1er décembre 1943, a adopté la résolution suivante:

"Il est résolu que, conformément aux dispositions de l'article 52 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, c. 207), les commissaires d'écoles pour la municipalité de Rivière-Bleue, dans le comté de Témiscouata, ne soient plus, à compter du 15 décembre 1943, considérés comme étant en défaut au sens de la section V de la Loi de la Commission municipale de Québec, et qu'à compter de ladite date du 15 décembre 1943 le jugement de la Cour Supérieure du district de Kamouraska, en date du 22 avril

wise dispose of, for such prices or consideration and on such terms as the directors or such trustee or trustees, as the case may be, may determine any assets held undistributed by the company or such trustee or trustees after the date fixed for distribution thereof among the shareholders or held by such trustee or trustees prior to such date, and the proceeds of any such sale or other disposal shall, subject to the provisions of this by-law, be held in lieu of such assets and shall be distributed in due course as representing such assets.

(ii) Any two officers or directors or any officer acting with any director of the company be and they are hereby authorized for and on behalf of the company to sign all such deeds and documents and to perform and do, or cause to be performed and done, all such acts and things as they, in their discretion, may consider to be necessary, desirable or useful to carry out the purposes of this by-law.

Certified true copy.

Montreal, November 22nd, 1943.

G. R. SAUCIER,
Secretary.

4965-0

The formation of an association, under the name of "Association Professionnelle Acton Rubber Inc.", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on the 16th of November, 1943.

The principal place of business of the said association will be at Acton Vale, in the Province of Quebec.

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

4968

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission has adopted the following resolution at its sitting of November 30, 1943:

"Resolved that in accordance with the provisions of Section 52 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q. 1941, c. 207), from and after the 15th of December 1943, the Trustees of the Parish of Saint-David d'Estcourt, in the county of Témiscouata, shall no longer be considered in default within the meaning of division V of the Quebec Municipal Commission Act, and that from said date of December 15, 1943, the judgment of the Superior Court for the District of Kamouraska, dated June 30, 1933, declaring said trustees in default, shall cease to have force and effect."

The Quebec Municipal Commission,
Quebec, November 30, 1943.

CHARLES A. COUILLARD,
Secretary.

4969-0

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission has adopted the following resolution at its sitting of December 1, 1943:

"Resolved that in accordance with the provisions of Section 52 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q. 1941, c. 207), from and after December 15, 1943, the School Commissioners for the municipality of Rivière-Bleue, in the county of Témiscouata, shall no longer be considered in default within the meaning of Division V of the Quebec Municipal Commission Act, and that from the said date of December 15, 1943, the judgment of the Superior Court for the district of Kamouraska, dated April 22,

1933, déclarant lesdits commissaires en défaut, cesse d'avoir vigueur et effet."

La Commission municipale de Québec,
Québec, le 1er décembre 1943.

Le secrétaire,
4970-o CHARLES A. COUILLARD.

"DYNAMAX LIMITED"

Règlement N° 21

"Que le nombre des directeurs de la compagnie soit augmenté de trois à cinq et que le règlement N° 3.—(a) des règlements généraux de la compagnie soit et il est, par les présentes, amendé en remplaçant le mot "trois" dans la deuxième ligne par le mot "cinq".

Certifié vraie copie du règlement N° 21 décrété par les directeurs de la compagnie "Dynamax Limited" à leur assemblée tenue le 12ième jour de novembre 1943 et approuvé et confirmé par tous les actionnaires à une assemblée générale spéciale tenue à la même date.

[Sceau] Le secrétaire,
4980 PAUL GRENIER.

1933, declaring said commissioners in default, shall cease to have force and effect."

The Quebec Municipal Commission,
Quebec, December 1, 1943.

CHARLES A. COUILLARD,
Secretary.

"DYNAMAX LIMITED"

By-Law No. 21

"That the number of Directors of the Company be increased from three to five and that By-Law number 3.—(a) of the general By-Laws of the Company be and it is hereby amended by replacing the word "three" in the second line by the word "five".

Certified true copy of By-Law No. 21 enacted by the Directors of Dynamax Limited at their meeting held on the 12th day of November 1943, and approved and confirmed by all the shareholders at a special general meeting held on the same date.

[Seal] PAUL GRENIER,
4980-o Secretary.

Bureau-Chef

Province de Québec.—District de Montréal

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie Kensington Dairies Limited, un corps légalement constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec, en date du 17 avril 1943, et ayant son siège social dans la cité de Montréal, a établi son bureau-chef à 1224 ouest, rue Ste-Catherine, Montréal, Québec.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, le 26 novembre 1943.

[Sceau] Le secrétaire,
4962 RALPH C. TEES.

Chief-Office

Province of Quebec.—District of Montreal

Notice is hereby given that Kensington Dairies Limited, a body corporate, incorporated by Letters Patent of the Province of Quebec, dated the 17th day of April 1943, and having its head office in the City of Montreal, has established its head office at 1224 St. Catherine Street West, Montreal, Quebec.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at Montreal, this 26th day of November, nineteen hundred and forty-three.

[Seal] RALPH C. TEES,
4962-o Secretary.

Chartes—Abandon de

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur Général et au Ministre des Affaires Municipales, de l'Industrie et du Commerce d'accepter l'abandon de la charte de "La Compagnie de Conserves de Rouville Limitée"—"Rouville Cannery Company Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du dix-septième jour de juin 1925.

Avis est de plus donné qu'à compter du trentième jour de novembre 1943, ladite compagnie aura pris fin.

Daté du bureau du Procureur Général, ce dix-huitième jour de novembre 1943.

L'Assistant-Procureur Général Suppléant,
P. FRENETTE.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec,

Charters—Surrender of

Notice is given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q. 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of "La Compagnie de Conserves de Rouville Limitée"—"Rouville Cannery Company Limited", incorporated by letters patent bearing date the seventeenth day of June, 1925.

Notice is moreover given that from and after the thirtieth day of November, 1943, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of November, 1943.

P. FRENETTE,
Assistant Deputy Attorney General.

Notice is given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q.,

article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur Général et au Ministre des Affaires Municipales, de l'Industrie et du Commerce d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Léger Limitée"—"Léger Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du vingtième jour de janvier 1931.

Avis est de plus donné qu'à compter du trentième jour de novembre 1943, ladite compagnie aura pris fin.

Daté du bureau du Procureur Général, ce dix-septième jour de novembre 1943.

L'Assistant-Procureur Général Suppléant,
P. FRENETTE.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur Général et au Ministre des Affaires Municipales, de l'Industrie et du Commerce d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Le Placement d'Économies Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du trentième jour de décembre 1930.

Avis est de plus donné qu'à compter du trentième jour de novembre 1943, ladite compagnie aura pris fin.

Daté du bureau du Procureur Général, ce onzième jour de novembre 1943.

L'Assistant-Procureur Général Suppléant,
P. FRENETTE.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Pitfield Investment Company", constituée en corporation par lettres patentes en date du vingt-neuf octobre 1928.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente novembre 1943, ladite compagnie sera dissoute.

Daté du bureau du procureur général, le dix-sept novembre 1943.

L'Assistant-Procureur Général Suppléant,
P. FRENETTE.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Prudential Realty & Finance Corp.", constituée en corporation par lettres patentes en date du dix décembre 1935.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente novembre 1943, ladite compagnie sera dissoute.

Daté du bureau du procureur général, le dix-sept novembre 1943.

L'Assistant-Procureur Général Suppléant,
4971-0 P. FRENETTE. 4971

1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Léger Limitée"—"Léger Limited", incorporated by letters patent dated the twentieth day of January, 1931.

Notice is also given that from and after the thirtieth day of November, 1943, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of November, 1943.

P. FRENETTE,
Assistant Deputy Attorney General.

Notice is given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Le Placement d'Économies Limitée", incorporated by letters patent dated the thirtieth day of December, 1930.

Notice is also given that from and after the thirtieth day of November, 1943, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of November, 1943.

P. FRENETTE,
Assistant Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Pitfield Investment Company", incorporated by letters patent dated the twenty-ninth day of October, 1928.

Notice is also given that from and after the thirtieth day of November, 1943, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of November, 1943.

P. FRENETTE,
Assistant Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the Company "Prudential Realty & Finance Corp.", incorporated by letters patent dated the tenth day of December, 1935.

Notice is also given that from and after the thirtieth day of November, 1943, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of November, 1943.

P. FRENETTE,
Assistant Deputy Attorney General.

"LOMBARD INVESTMENTS, LIMITED"

AVIS

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Lombard Investments, Limited" s'adresse au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce pour obtenir l'abandon de sa charte, suivant les dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce premier décembre 1943.

4975

Le secrétaire,
J. L. McCRORY.

LOMBARD INVESTMENTS, LIMITED

NOTICE

Notice is hereby given that Lombard Investments, Limited, will make an application to the Attorney General and to the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce, for an order accepting the surrender of its Charter, pursuant to the terms of the Quebec Companies' Act.

Dated at Montreal, this first day of December, 1943.

4975-0

J. L. McCRORY,
Secretary.

Demandes à la Législature

AVIS LÉGAL

Avis public est donné, par les présentes, que "La Mutuelle Ecclésiastique d'Ottawa", corporation légalement constituée, ayant son siège social en la cité de Hull, district de Hull, s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi à l'effet de refondre sa charte, 6 George V, chapitre 100, et mieux définir ses pouvoirs, généralement, et plus particulièrement mais sans limitation pour l'autoriser à:

- Changer le nom de la corporation en celui de "L'Assurance Mutuelle des Fabriques d'Ottawa";
- Étendre le territoire de ses opérations à toute la province de Québec et ailleurs;
- Augmenter le nombre et la nature des risques;
- Prendre toutes autres mesures jugées nécessaires ou utiles à la réalisation de ses fins.

Montréal, ce 8 novembre 1943.

Les procureurs de la pétitionnaire,
4805-46-4-o FAUTEUX et MATHIEU.

Avis public est, par les présentes, donné que demoiselle Harriet Duff Reid, fille majeure, de la cité de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi spéciale pour autoriser et ordonner à l'exécuteur et fiduciaire de la succession de son père, feu Sir Robert Gillespie Reid, en son vivant de ladite cité de Montréal, à lui faire de temps en temps des paiements ou remises à compte du capital de sa part dans le résidu de ladite succession.

Montréal, le 17 novembre 1943.

Les procureurs de la requérante,
4860-47-4-o STAIRS, DIXON, CLAXTON, SENEAL
& LYNCH-STANTON.

Avis public est par les présentes donné que Léonce Beaudry, marchand, Sorel; André Latour, marchand, Montréal; Léopold Pigeon, jr., marchand, Montréal; C. A. Gascon, marchand, Montréal; J. Fournier de Believal, gérant, Montréal; V. Chartrand, gérant, Montréal; Alphonse Proteau, courtier d'assurance, Québec, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi les constituant en corporation, eux et toutes les personnes qui pourront ensuite se joindre à eux sous le nom de "La Commerciale, Compagnie d'Assurances Générales" — "The Commercial General Insurance Company" aux fins de réaliser les opérations d'assurance et de réassurance suivantes:

Applications to Legislature

LEGAL NOTICE

Public notice is hereby given that "La Mutuelle Ecclésiastique d'Ottawa", a body politic and corporate having its head office in the city of Hull, district of Hull, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an act revising its charter, 6 George V, chapter 100, and better defining its powers, generally, and more particularly, but without limitation, to authorize it to:

- Change the name of the corporation into that of "L'Assurance Mutuelle des Fabriques d'Ottawa";
- Extend the field of its operations to the whole Province of Quebec and elsewhere;
- Increase the number and the nature of the risks;
- Take whatever other measures may be deemed necessary or useful to attain its ends.

Montreal, this 8th day of November 1943.

FAUTEUX and MATHIEU,
4805-46-4-o Attorneys for the Petitioner.

Public notice is hereby given that Miss Harriet Duff Reid, Spinster, of the City of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of a special act authorizing and directing the Executor and Trustee of the estate of her father, the late Sir Robert Gillespie Reid, in his lifetime of the City of Montreal, to make payments or deliveries to her from time to time on account of the capital of her share of the residue of the said estate.

Montreal, November 17, 1943.

STAIRS, DIXON, CLAXTON, SENEAL
& LYNCH-STANTON,
4860-47-4-o Solicitors for Applicant.

Notice is hereby given that Léonce Beaudry, merchant, Sorel; André Latour, merchant, Montréal; Léopold Pigeon, Jr., merchant, Montréal; C. A. Gascon, merchant, Montréal; J. Fournier de Believal, manager, Montréal; V. Chartrand, manager, Montréal; Alphonse Proteau, insurance broker, Québec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act incorporating them and others who may later join them, into a corporation under the name of "La Commerciale, Compagnie d'Assurances Générales" — "The Commercial General Insurance Company" for the purpose of carrying on the business of insurance and reinsurance, as follows:

Contre les dommages de toute nature à la propriété, contre les accidents d'automobile, de la responsabilité légale, contre le vol avec ou sans effraction, de crédit, de garantie et fidélité contre les explosions, contre l'incendie, contre le faux, industrielle, maritime océanique, de navigation intérieure, des transports intérieurs, sur le bétail et les animaux, sur les machines agricoles, contre le bris de glace, contre la maladie, contre la rupture des tuyaux ou réservoirs à l'eau ou leurs accessoires, contre les défauts dans les extincteurs automatiques, sur les machines électriques, sur les chaudières à vapeur, contre les intempéries de toute nature, y compris cyclones, tornades, crue des eaux, tremblement de terre et grêle, contre les dommages à la propriété ou aux personnes résultant d'accidents d'aviation, y compris les dommages à l'avion, contre les émeutes ou soulèvements populaires, y compris l'invasion et la guerre, et tout autre genre d'assurance excepté l'assurance-vie.

Le siège social de ladite corporation sera situé à Montréal.

La corporation réalisera des opérations d'assurance mutuelle, avec ou sans billet de dépôt quant à l'assurance-incendie, et des opérations d'assurance à prime fixe ou au comptant.

Montréal, 24 novembre 1943.
Les procureurs des requérants,
PAGER, ARCHAMBAULT,
4935-48-4-0 LESPÉRANCE & DANSEREAU.

Canada, province de Québec

Against damages of any nature to property, against automobile accidents, legal liability, larceny, housebreaking or burglary, credit, explosion, fire or forgery guarantee, industrial, ocean marine, inland navigation, inland transportation, on cattle and animals, on farm implements, plate glass, against sickness, bursting of pipes or water tanks or their accessories, sprinkler leakage, electric machines, steam boilers, weather of all kinds, including cyclones, tornadoes, floods, earthquakes and hail, against damage to property or person resulting from aviation accidents, including damage to airplane, against strikes or popular uprisings, including invasion and war and every other kind of insurance except life insurance.

The head office of the said corporation will be at Montreal.

The corporation will carry on the business of mutual insurance, with or without deposit note as regards fire insurance, and insurance business at a fixed premium or for cash.

Montreal, November 24, 1943.
PAGER, ARCHAMBAULT,
4935-48-4 LESPÉRANCE & DANSEREAU,
Attorneys for petitioners.

Canada, Province of Quebec

AVIS DE CHANGEMENT DE DATE DES ÉLECTIONS

Avis est par les présentes donné par la ville de Black Lake, que, en conformité avec l'article 173 de la loi des cités et villes amendé par la loi VI, George VI, chapitre 57, section 1, elle présentera au lieutenant-gouverneur en Conseil une requête pour changer la date des élections et la date de la présentation des candidats.

A une assemblée spéciale des membres du conseil municipal de la Corporation de la Ville de Black Lake, tenue le 25 novembre 1943, le sous-signé, Secrétaire-trésorier, a été requis de préparer les formalités nécessaires pour changer la date des élections, comme suit:

La date de la présentation des candidats, ainsi que celle de l'élection générale, qui est actuellement fixée respectivement au 25 janvier, (au premier jour juridique suivant, s'il y a lieu), et au premier jour juridique de février respectivement, sera à l'avenir, le 25 avril, et si ce jour est férié, le premier jour juridique suivant, pour la présentation des candidats; et le premier jour de mai, et si ce jour est férié, le premier jour juridique suivant pour la votation.

La requête sera présentée après la publication des avis ordonnés par la loi.

Black Lake, le 26 novembre 1943.

Le Secrétaire-trésorier de la ville de Black Lake,
4957-49-4-0 J. O. LAPLANTE.

NOTICE OF CHANGE OF DATE OF ELECTIONS

Notice is hereby given by the Corporation of the Town of Black Lake, in conformity with article 173 of the Cities and Towns Act amended by the Act VI, George VI, chapter 57, section 1, that it shall present to the Lieutenant-Governor in council, a petition to change the date of the elections and the date of the nomination of the candidates.

At a special meeting of the members of the Municipal Council of the Corporation of the Town of Black Lake, held the 25th day of November, 1943, the undersigned, Secretary-Treasurer, was requested to prepare the necessary formalities for the changing of the date of the elections as follows:

The date of the nomination of candidates as well as that of the general election actually fixed respectively to the 25th of January, (to the first juridical day following, if any) and to the first juridical day of February respectively, shall be, for the future, the 25th day of April, (to the first juridical day following, if any) for the nomination of the candidates; and the first day of May, (to the first juridical day following, if any) for the polling.

The petition shall be presented after publication of the notices ordained by the act.

Black Lake, November 26, 1943.

J. O. LAPLANTE,
Secretary-Treasurer of the Town of
4957-49-4-0 Black Lake.

Avis public est, par les présentes, donné que La Corporation du Séminaire de Saint-Hyacinthe d'Yamaska, corporation légalement constituée, ayant son siège social en la cité et le district de Saint-Hyacinthe, s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi déclarant validées, ratifiées et confirmées les ventes par Jean-Baptiste Péloquin à The Modern Tool Manufacturing Company Limited,

Public notice is hereby given that La Corporation du Séminaire de Saint-Hyacinthe d'Yamaska, a body corporate having its head office in the City and District of St. Hyacinthe, will apply to the Legislature of Quebec, at its next Session, for an act declaring to be valid, ratified and confirmed the deeds of sale by Jean-Baptiste Péloquin to The Modern Tool Manufacturing Company Limited, by the Sheriff of Montreal

par le shérif de Montréal à Lucien Morin, par Lucien Morin à la Corporation du Séminaire de Saint-Hyacinthe d'Yamaska, par celle-ci au Gouvernement de la Province de Québec, concernant une partie du lot originaire numéro dix, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse St-Joachim de la Pointe-Claire, district de Montréal, et aussi déclarant annulée la subdivision d'une partie dudit lot déposée le 28 mars 1923.

Montréal, 29 novembre 1943.

Les procureurs de la pétitionnaire,
4958-49-4-o FAUTEUX, BISSONNET & FAUTEUX.

to Lucien Morin, by Lucien Morin to La Corporation du Séminaire de Saint-Hyacinthe d'Yamaska, by the latter to the Government of the Province of Quebec, concerning a part of the original lot number ten of the plan and book of reference of the Parish of St. Joachim of Pointe Claire, District of Montreal, and also declaring annulled the subdivision of a part of the said lot, deposited on March 28th, 1923.

Montreal, November 29th, 1943.

FAUTEUX, BISSONNET & FAUTEUX,
4958-49-4-o Attorneys for the Petitioner.

Département de l'Agriculture

Avis de changement du nom de la "Société Coopérative Agricole de Lin de St-Charles de Caplan" en celui de "Société Coopérative Agricole de Lin du Comté de Bonaventure".

Avis est par le présent donné qu'il a plu au Ministre de l'Agriculture, à la demande du bureau de direction de la Société Coopérative Agricole de Lin de St-Charles de Caplan, société coopérative constituée sous le régime de la loi des sociétés coopératives agricoles et dont l'avis de formation a été publié à la *Gazette officielle de Québec*, le 24 octobre 1942, de changer le nom de cette société coopérative en celui de "Société Coopérative Agricole de Lin du Comté de Bonaventure."

Québec, ce vingt-troisième jour de novembre 1943.

Le sous-ministre adjoint de l'Agriculture,
4972-o ADRIEN MORIN.

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté d'Abitibi, en vertu de la loi des sociétés coopératives agricoles (S.R. 1941, c. 120), sous le nom de "Société Coopérative Agricole de Palmarolle" et que son principal siège d'affaires est à Palmarolle, comté d'Abitibi.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce vingt-sixième jour de novembre 1943.

Le sous-ministre adjoint de l'Agriculture,
4973-o ADRIEN MORIN.

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Châteauguay, en vertu de la loi des sociétés coopératives agricoles (S.R. 1941, c. 120), sous le nom de "Société Coopérative Agricole de Châteauguay" et que son principal siège d'affaires est à St-Joachim-de-Châteauguay, comté de Châteauguay.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce vingt-sixième jour de novembre 1943.

Le sous-ministre adjoint de l'Agriculture,
4974-o ADRIEN MORIN.

Department of Agriculture

Notice of change of name of the "Société Coopérative Agricole de Lin de St-Charles de Caplan" to that of "Société Coopérative Agricole de Lin du Comté de Bonaventure".

Notice is hereby given that the Minister of Agriculture has been pleased, at the request of the Board of Directors of the "Société Coopérative Agricole de Lin de St-Charles de Caplan", a cooperative association formed under the Cooperative Agricultural Associations Act and the notice of formation whereof was published in the *Quebec Official Gazette*, on October 24th, 1942, to change the name of the said cooperative association to that of "Société Coopérative Agricole de Lin du Comté de Bonaventure".

Quebec, this twenty-third day of November, 1943.

ADRIEN MORIN,
4972 Acting Deputy Minister of Agriculture.

Notice is hereby given that a cooperative agricultural association has been formed in the County of Abitibi, under the Cooperative Agricultural Associations Act (R.S. 1941, ch. 120), under the name of "Société Coopérative Agricole de Palmarolle" and that its principal place of business is at Palmarolle, County of Abitibi.

The minister authorizes the formation of the said association.

Quebec, this twenty-sixth day of November, 1943.

ADRIEN MORIN,
4973 Acting Deputy Minister of Agriculture.

Notice is hereby given that a cooperative agricultural association has been formed in the county of Châteauguay, under the Cooperative Agricultural Associations Act (R.S. 1941, chap. 120), under the name of "Société Coopérative Agricole de Châteauguay" and that its principal place of business is at St-Joachim-de-Châteauguay, county of Châteauguay.

The Minister authorizes the formation of this association.

Quebec, this twenty-sixth day of November, 1943.

ADRIEN MORIN,
4974 Acting Deputy Minister of Agriculture.

Département de l'Instruction publique

N° 1286-37

Québec, le 22 novembre 1943.

Demande est faite d'annexer à la municipalité scolaire de Ste-Rose-de-Lima, comté de Chi-

Department of Education

No. 1286-37

Quebec, November 22nd, 1943.

Application is made to annex to the school municipality of Ste-Rose-de-Lima, County of

coutimi, les lots nos 1 à 26 des rangs E. F. 1 et 11 du canton St-Germain, ainsi que les lots A, B, 1 à 15 inclusivement et le bloc A du rang I du canton Durocher, les lots A. B. 1 à 15 inclusivement du rang II du même canton, qui ne sont pas encore organisés au point de vue scolaire. 4930-48-2-0

Chicoutimi, lots Nos. 1 to 26 of Ranges E. F. 1 and 11 of the Township of St-Germain and also lots A, B, 1 to 15 inclusively and Block A of Range I of the Township of Durocher, lots A. B. 1 to 15 inclusively of Range II of same Township, which are not yet organized with a view to schools. 4930-48-2

Département du Trésor
Assurances

Department of Treasury
Insurance

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET D'ENREGISTREMENT

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND REGISTRATION

Avis est par le présent donné que la "Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Ste-Geneviève-de-Berthier" dans le comté de Berthier, a obtenu le permis et a été enregistrée pour assurer contre le feu et la foudre, les propriétés situées dans les limites de ladite paroisse et aussi les propriétés situées hors de ces limites, pourvu qu'elles soient situées entièrement dans les limites de la municipalité de comté dans lesquelles se trouve le principal siège d'affaires de la compagnie, les animaux de ferme, ainsi que les grains, foin, fourrages, instruments aratoires et meubles de ménage sur ou dans les propriétés susdites (tels risques n'étant ni des risques de commerce ni sur des bâtiments servant à des fins de commerce ou de manufacture, ni des risques extra-hasardés).

Notice is hereby given that the "Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Ste-Geneviève-de-Berthier" in the county of Berthier, has been licensed and registered for the purpose of insuring the property situated within said parish against fire and lightning and also the properties outside of the limits thereof, provided they be situated entirely within the county municipality in which is situated the chief place of business of the company, farm, livestock as well as the grain, hay, fodder, agricultural implements and furniture in or upon the properties aforesaid, (such risks being other than mercantile or on buildings used for mercantile or manufacturing purposes, or extra-hazardous risks).

Donné conformément aux dispositions de l'article 121 de la Loi des Assurances de Québec (chapitre 299, S.R.Q. 1941), ce vingt-neuvième jour de novembre, 1943.

Given pursuant to the provisions of article 121 of the Quebec Insurance Act, (chapter 299, R.S.Q. 1941), this twenty-ninth day of November 1943.

Le Surintendant des Assurances,
GEORGES LAFRANCE,
4956-49-2-0 Pour le Trésorier de la Province.

GEORGES LAFRANCE,
Superintendent of Insurance,
4956-49-2-0 For the Treasurer of the Province.

Département de la Voirie

Department of Roads

AVIS

NOTICE

La partie de chemin ci-après désignée cessera à l'avenir d'être entretenue par le ministère de la Voirie. Ayant été remplacée par une nouvelle section redressée et améliorée, elle est devenue inutile pour la circulation:

Route N° 2 — Edmundston-Rivière-du-Loup-Québec-Montréal-Frontière d'Ontario

Dans la municipalité de Vaudreuil, comté de Vaudreuil.

Une section de 560 pieds, à l'est de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis le lot N° 117.

Le Ministre de la Voirie,
T.-D. BOUCHARD.

Québec, le 26 novembre 1943. 4955-0

The part of the road hereinafter designated shall cease for the future to be maintained by the Department of Roads. Having been replaced by a new, straightened and improved section, it has become useless for traffic.

Highway No. 2—Edmundston-Rivière-du-Loup-Québec-Montreal-Ontario Frontier.

In the Municipality of Vaudreuil, County of Vaudreuil.

A section of 560 feet, East of the new highway, on or fronting lot No. 117.

T. D. BOUCHARD,
Minister of Roads.

Quebec, November 26, 1943. 4955

ERRATUM

ERRATUM

N° 1016-40

Québec, le 30 novembre 1943.

ERRATUM

No. 1016-40

Quebec, November 30th, 1943.

ERRATUM

Dans l'avis concernant la municipalité scolaire de St-Basile-le-Grand, publié dans la

In the notice respecting the School Municipality of St-Basile-le-Grand, published in the

Gazette officielle de Québec des 20 et 27 novembre 1943, dans la troisième ligne, il faut remplacer le mot "Champlain" par "Chambly". 4960-o

Quebec Official Gazette of November 20th and 27th, 1943, in the third line, please replace the word "Champlain" by "Chambly". 4960

Nominations

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, et par commissions, de faire les nominations suivantes:

Québec, le 22 octobre 1943.

M. Ernest Lalonde, de Lachine: directeur de l'École des arts et métiers, de Lachine, et ce, à compter du 1er septembre 1943.

M. Squire Blackshaw, 2711 rue St-André, Montréal: professeur de cours de textile et de cours par correspondance aux Écoles d'arts et métiers, et ce, à compter du 1er octobre 1943.

M. Jean-Marie Jutras, de Victoriaville: directeur de l'École d'arts et métiers de Victoriaville, et ce, à compter du 1er octobre 1943.

Québec, le 27 octobre 1943.

M. Jean Geoffrion, de la ville de L'Assomption: greffier de la Cour de circuit et greffier de la Cour de magistrat du district électoral de L'Assomption, à L'Assomption.

Québec, le 12 novembre 1943.

Dr A.-E. Jutras, médecin de Laurierville, comté de Mégantic: coroner conjoint pour le district d'Arthabaska, avec juridiction seulement sur le district électoral de Mégantic.

M. Gabriel Bilodeau, de Montréal: vérificateur et officier spécial au Service de l'Aide à la Jeunesse, et ce, à compter du 1er septembre 1943.

Québec, le 19 novembre 1943.

M. Gérard Denis, avocat et Conseil en loi du Roi, de Joliette: magistrat de district pour les districts judiciaires de Joliette et de Montcalm et avec, en outre, juridiction concurrente avec les autres magistrats de district dans toute l'étendue de la Province, et ce, à compter du 1er décembre 1943.

M. Anatole Gaudet, avocat et Conseil en loi du Roi, de Farnham: magistrat de district pour les districts judiciaires de Saint-François et de Bedford et avec, en outre, juridiction concurrente avec les autres magistrats de district dans toute l'étendue de la Province, et ce, à compter du 1er décembre 1943. 4979-o

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, and by Commission, to make the following appointments:

Quebec, October 22, 1943.

Mr. Ernest Lalonde, of Lachine: to be director of the School of Arts and Crafts, of Lachine, and such, as from the 1st of September, 1943.

Mr. Squire Blackshaw, 2711 St. André street, Montreal: to be professor of the textile course and of the correspondence courses at the School of Arts and Crafts, and such, as from the 1st of October, 1943.

Mr. Jean-Marie Jutras, of Victoriaville: to be director of the School of Arts and Crafts of Victoriaville, and such, as from the 1st of October, 1943.

Quebec, October 27, 1943.

Mr. Jean Geoffrion, of the Town of L'Assomption: to be Clerk of the Circuit Court and Clerk of the Magistrate's Court for the electoral district of L'Assomption, at L'Assomption.

Quebec, November 12, 1943.

Dr. A. E. Jutras, physician of Laurierville, county of Mégantic: to be joint coroner for the district of Arthabaska, with jurisdiction over the electoral district of Mégantic only.

Mr. Gabriel Bilodeau, of Montreal: to be verifier and special officer in the Youth Aid Service, and such, as from the 1st of September, 1943.

Quebec, November 19, 1943.

Mr. Gérard Denis, advocate and King's Counsel, of Joliette: to be District Magistrate for the judicial districts of Joliette and Montcalm, and with, moreover, concurrent jurisdiction with the other district magistrates throughout the Province, and such, as from the 1st of December, 1943.

Mr. Anatole Gaudet, advocate and King's Counsel, of Farnham: to be District Magistrate for the judicial districts of St. Francis and Bedford and with, moreover, concurrent jurisdiction with the other district magistrates throughout the Province, and such, as from the 1st of December, 1943. 4979

Soumissions

Province de Québec.—Comté de Shefford.

CITÉ DE GRANBY

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumission pour obligations", seront reçues par le sousigné, jusqu'à cinq heures de l'après-midi, lundi le treizième jour de décembre prochain (1943) pour l'achat d'une émission de \$12,500.00 d'obligations de la cité de Granby, datées du 1er octobre 1943 et remboursables par séries du 1er octobre 1943 au 1er octobre 1958, avec intérêt

Tenders

Province of Quebec.—County of Shefford.

CITY OF GRANBY

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tender for Bonds" will be received by the undersigned until five o'clock in the afternoon, on Monday, the thirteenth day of December next (1943) for the purchase of an issue of \$12,500.00 bonds of the City of Granby, dated October 1st, 1943, and redeemable serially from the 1st of October, 1943 to the 1st of October, 1958, with semi-annual interest the 1st of October

semi-annuel le 1er octobre et le 1er avril, et le capital annuellement le 1er octobre, chaque année, payables à la Banque Canadienne de Commerce, à Granby.

Les soumissionnaires sont invités à offrir deux prix séparément pour cette émission, savoir:

Un prix pour obligations à 3% l'an et un prix pour obligations à 3¼% l'an.

Ces obligations seront émises en coupures de \$500.00 et pourront être enregistrées quant au capital.

Ces obligations pourront être rachetées par anticipation au pair sur préavis de pas moins de 30 jours, ni plus de 60 jours, publié dans la *Gazette officielle de Québec*. (S.R.Q. 1941, Ch. 212).

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté à 1% du montant de cette émission.

Toute soumission devra spécifier si les intérêts accrus sont compris ou non dans le prix de la soumission.

Ces obligations ne pourront être livrées que vers le 15 janvier 1944.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance régulière du conseil qui sera tenue le 13 décembre 1943, à huit heures de l'après-midi, à l'hôtel de ville.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute, ni aucune des soumissions.

Granby, le 10 novembre 1943.

Le secrétaire-trésorier,

4909-48-2-o

ARTHUR MONTFILS.

and the 1st of April, and the capital annually on the 1st of October of each year, payable at the Canadian Bank of Commerce, at Granby.

The tenderers are requested to offer two separate prices for this issue, namely:

One price for bonds at 3% per annum and one price for bonds at 3¼% per annum.

These bonds shall be issued in denominations of \$500.00 and may be registered as to capital.

Said bonds may be redeemed by anticipation, at par, upon previous notice of not less than 30 days nor more than 60 days, published in the *Quebec Official Gazette* (R.S.Q. 1941, ch. 212).

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of this issue.

Every tender must specify whether the accrued interest is or is not included in the price of the tender.

These bonds can be delivered only towards January 15th, 1944.

The tenders will be opened and taken into consideration at a regular meeting of the Council which will be held on December 13th, 1943, at eight o'clock in the evening, at the City Hall.

The Council reserves the right of accepting neither the highest nor any of the tenders.

Granby, November 10th, 1943.

ARTHUR MONTFILS,

4909-48-2

Secretary Treasurer.

Vente par licitation

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement rendu le 5 novembre 1943 par la Cour supérieure siégeant à Montréal pour le district de Montréal, dans la cause N° 221415 dans laquelle Demoiselle Madeleine Roy, fille majeure et usant de ses droits, du village de St-Henri de Mascouche, district de Joliette, est demanderesse et Maître J. H. Albert Bohemier, notaire, en sa qualité d'exécuteur-testamentaire de la Succession de Joseph Quintal, de son vivant, négociant, de la cité d'Outremont, district de Montréal, est défendeur, la licitation de l'immeuble ci-après désigné a été ordonnée:

"Un certain emplacement ayant front sur l'avenue Madison dans le quartier Notre-Dame de Grâce, en la cité de Montréal, connu comme subdivision numéro deux cent soixante et quatre de la subdivision officielle du lot numéro cent soixante et deux (162-264) aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, contenant vingt-cinq pieds de largeur par cent six de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, avec maison dessus érigée portant le numéro civique 4381 de ladite avenue Madison dont les murs latéraux sont mitoyens et avec droit à une servitude de droit de vue établie en vertu d'un acte d'accord entre Georges V. Brunton, George F. Preston et Alexandre Barr, passé devant Mtre L. Joron, notaire, le 11 avril 1923 et enregistré au bureau d'enregistrement de Montréal sous le N° 15784."

Un dépôt de \$1,500.00 devra être fait par tout enchérisseur pour que son offre et enchère sur ledit immeuble soient reçues.

Ledit immeuble sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, MERCREDI le VINGT-NEUF DÉCEMBRE 1943,

Sale by Licitiation

Notice is hereby given that in virtue of a judgment rendered on November the 5th, 1943, by the Superior Court sitting at Montreal for the District of Montreal, in the case No. 221415 in which Demoiselle Madeleine Roy, spinster, of the village of St. Henri de Mascouche, district of Joliette, is Plaintiff, and Mtre J. H. Albert Bohemier, notary, in his quality of testamentary executor of the Estate of Joseph Quintal, in his lifetime, trader, of the City of Outremont, district of Montreal, is Defendant, the licitation of the following property has been ordered:

"A certain emplacement fronting on Madison Avenue in Notre Dame de Grace Ward, in the City of Montreal, known as subdivision number two hundred and sixty-four of the official subdivision of lot number one hundred and sixty-two (162-264) on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, containing twenty-five feet in width by one hundred and six in depth, English measure and more or less, with building thereon erected bearing civic number 4381 of the said Madison Avenue, the side walls of which are mitoyen and with the right to a servitude of right of view established in virtue of a Deed of Agreement between Georges V. Brunton, George F. Preston and Alexander Barr, passed before Mtre. L. Joron, Notary, on April the 11th, 1923, and registered at the registry office of Montreal under No. 15784."

A deposit of \$1,500.00 shall have to be made by each bidder in order that his offer and bid concerning the said property be received.

The said property shall be put up to auction and adjudged to the highest and last bidder on WEDNESDAY, DECEMBER the TWENTY-

à ONZE heures de l'avant-midi, Cour tenante, au Palais de Justice de Montréal, salle d'audience N° 31 ou toute autre salle qui pourra être choisie par la Cour.

Ladite vente sera sujette aux charges, clauses et conditions mentionnées au cahier des charges déposé au greffe du Protonotaire de ladite Cour. Toute opposition à ladite licitation, à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire devra être déposée au greffe du dit Protonotaire au moins douze jours avant le jour plus haut fixé pour la vente et adjudication et toute opposition à fin de conserver devra y être déposée dans les six jours après l'adjudication; les intéressés ne déposant pas les dites oppositions dans les délais plus haut fixés seront alors forclos du droit de le faire.

Montréal, 17 novembre 1943.

L'avocat et procureur de la demanderesse,
B. PANET-RAYMOND.
4883-48-2-o 266 ouest, rue St-Jacques, Montréal.

NINTH, 1943, at ELEVEN o'clock in the forenoon, before the Court, at the Court House of Montreal, Room No. 31 or any other room that may be selected by the Court.

The said sale shall be subject to the charges, clauses and conditions mentioned in the list of charges deposited at the office of the Prothonotary of the said Court. Any opposition to annul, to secure charges or to distract concerning the said licitation shall have to be deposited at the said Prothonotary's office at least twelve days before the day above mentioned for the sale and adjudication and any opposition for payment shall also be deposited at the same office within the six days following the adjudication; interested parties, who shall not deposit the said oppositions within the delays above mentioned, shall then be foreclosed from doing so.

Montreal, November 17th, 1943.

B. PANET-RAYMOND,
Attorney for Plaintiff.
4883-48-2-o 266 St. James Street West, Montreal.

VENTES PAR LES SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

ABITIBI

Cour Supérieure.—District d'Abitibi
N° 242 { EDMOND JULIEN, marchand de Sainte-Flore;

versus LUDGER LAFRENIÈRE, d'Authier, à savoir:

Comme appartenant au défendeur les lots de terre numéros sept-A (7-A), sept-B (7-B), sept-C (7-C), huit-A (8-A), huit-B (8-B), huit-C (8-C), neuf-A (9-A), neuf-B (9-B) et neuf-C (9-C) du Rang un (1) du cadastre officiel pour le canton Languedoc, avec bâtiments y élevés, circonstances et dépendances, seront vendus à la porte de l'église paroissiale d'Authier, MARDI le QUATORZE DÉCEMBRE 1943, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Cabinet du shérif, J. U. DUMONT.
Amos, 8 novembre 1943. 4811-46-2-o
[Première publication, 13 novembre 1943]

Cour Supérieure—District d'Abitibi
N° V-649 { CHRISTOPHER C. TURKEY, de Toronto; versus FREIDA-J. BALZIMER, épouse de Mike Mitto, de Val d'Or, à savoir:

1. Comme appartenant à la défenderesse, les lots de terre portant les numéros quarante-quatre (44) et quarante-cinq (45) subdivision du bloc N° quatorze (14) du Canton Bourlamaque, avec bâtiments y élevés, circonstances et dépendances, seront vendus à la porte de l'église paroissiale de Val d'Or, le CINQ JANVIER 1944, à ONZE heures du matin.

2. Les droits miniers de la défenderesse sur les claims numéros A-62317, A-62318, A-62319, A-62320, A-62321, A-62322, A-62323, A-62324, A-62325, A-62326, A-62327, A-62328, A-62329, A-62330, A-62331, A-62332, A-62333, A-62334, A-62624, A-62625, A-62631, A-62632, A-62633, A-62634, A-62635, A-62636, A-62637, A-62638, A-62639, A-62640, A-65487, A-65488, A-65489,

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI

Superior Court.—District of Abitibi
No. 242 { EDMOND JULIEN, merchant of Sainte-Flore;

versus LUDGER LAFRENIÈRE, of Authier, to wit:

As belonging to the defendant the lots of land numbers seven-A (7-A), seven-B (7-B), seven-C (7-C), eight-A (8-A), eight-B (8-B), eight-C (8-C), nine-A (9-A), nine-B (9-B) and nine-C (9-C), of Range one (1) of the official cadastre for the Township Languedoc—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, will be sold at the parochial church door of Authier, on TUESDAY, the FOURTEENTH day of DECEMBER, 1943, at TEN o'clock in the forenoon.

J. U. DUMONT,
Sheriff's Office, Sheriff.
Amos, November 8, 1943. 4811-46-2
[First publication, November 13, 1943]

Superior Court—District of Abitibi
No. V-649 { CHRISTOPHER C. TURKEY, of Toronto; versus FREIDA J. BALZIMER, wife of Mike Mitto, of Val d'Or, to wit:

1. As belonging to the defendant, the lots of land bearing numbers forty-four (44) and forty-five (45) subdivision of Block No. fourteen (14) of the Township of Bourlamaque—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, will be sold at the parochial church door of Val d'Or, on the FIFTH of JANUARY, 1944, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

2. The mining rights of the defendant on claims Nos. A-62317, A-62318, A-62319, A-62320, A-62321, A-62322, A-62323, A-62324, A-62325, A-62326, A-62327, A-62328, A-62329, A-62330, A-62331, A-62332, A-62333, A-62334, A-62624, A-62625, A-62631, A-62632, A-62633, A-62634, A-62635, A-62636, A-62637, A-62638, A-62639, A-62640, A-65487, A-65488, A-65489, A-65490,

A-65490, et A-65491, situés dans le canton Vauquelin, comté d'Abitibi, et les droits miniers que la défenderesse possède sur les claims miniers R-21400 et R-21401 situés dans le canton Dasserat, comté de Témiscamingue, le tout avec bâtiments y élevés, circonstances et dépendances, seront vendus au Bureau d'enregistrement d'Abitibi, à Amos, MERCREDI, le CINQ JANVIER 1944, à DEUX heures de l'après-midi.

Cabinet du shérif,
Amos, le 30 novembre 1943.
[Première publication, 4 décembre 1943]

Le shérif,
J. U. DUMONT.
4964-49-2-o

and A-65491, situate in the Township of Vauquelin, county of Abitibi, and the mining rights which the defendant may own on mining claims R-21400 and R-21401 situate in the Township Dasserat, county of Témiscamingue, the whole with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, will be sold at the Registry Office of Abitibi, at Amos, on WEDNESDAY the FIFTH day of JANUARY, 1944, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office,
Amos, November 30, 1943.
[First publication, December 4, 1943]

J. U. DUMONT,
Sheriff.
4964-49-2

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure.—District de Montréal
Montréal, à savoir: } **THE CANADA TRUST**
208157 } **COMPANY**, deman-
deresse; vs **W. LESLIE GATEHOUSE**, en sa
qualité de syndic de la succession en faillite de
feu Dame Marion Dolan, veuve de feu Michael
Connolly, défendeur en reprise d'instance.

Un emplacement situé en la cité de Montréal, borné au nord-ouest par la rue Ste-Catherine, au sud-ouest par le carré Phillips, au nord-est par une ruelle et au sud-est par le lot officiel numéro onze cent soixante-dix, la propriété de Mme Tassé ou représentants, et composé des lots de terre connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du quartier St-Antoine de ladite cité de Montréal comme étant les lots numéros onze cent soixante-onze et onze cent soixante-douze (Nos 1171 et 1172) et comprenant environ neuf mille six cent soixante pieds en superficie, sans garantie de mesure précise; avec les bâtisses dessus érigées et les droits, membres et appartenances y appartenant sans exception ou réserve et comprenant les droits quelconques que le défendeur peut avoir dans la ruelle au nord-est dudit emplacement.

Pour être vendu en bloc, à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEPTIÈME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$32,710. sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'honorable juge Louis Cousineau, daté le 26 novembre 1943.

Bureau du shérif,
Montréal, le 1er décembre 1943.
[Première publication, 4 décembre 1943]

Le shérif,
L. P. CAISSE.

NICOLET

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure

Province de Québec, } **DELLE NORA BEL-**
District de Nicolet, } **COURT**, fille ma-
N° 1478 } jeure et usant de ses droits,
domiciliée et résidant en la ville de Nicolet, dis-
trict de Nicolet, demanderesse; vs **J. HENRI**
BELCOURT, de son vivant comptable, de la ville
de Nicolet, district de Nicolet, représenté par ses
héritiers, défendeur.

Un emplacement situé en la ville de Nicolet, sur la rue Notre-Dame, étant connu et désigné au cadastre renouvelé de la ville de Nicolet, comme étant le lot numéro seize (L.N°16) de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent soixante-dix-neuf (N° 179-16), avec les bâtisses dessus construites.

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Superior Court.—District of Montreal
Montreal, to wit: } **THE CANADA TRUST**
208157 } **COMPANY**, plain-
tiff; vs **W. LESLIE GATEHOUSE**, in his quality
of Trustee to the bankrupt estate and Succession
of the late Dame Marion Dolan, widow of the
late Michael Connolly, defendant in continuance
of suit.

An emplacement situated in the City of Montreal, bounded to the North West by Ste Catherine Street, to the South West by Phillips Square, to the North East by a lane and to the South East by official lot number eleven hundred and seventy, the property of Mrs. Tassé or representatives, and composed of the lots of land known and designated on the official plan and in the book of reference of the St Antoine Ward of the said City of Montreal, as lots numbers eleven hundred and seventy-one and eleven hundred and seventy-two (Nos. 1171 and 1172) and containing about nine thousand six hundred and sixty feet in superficies without warranty as to precise measurement; with the buildings thereon erected and the rights, members and appurtenances thereto belonging without exception or reserve and including whatever rights the defendant may have in the lane to the North East of the said emplacement.

To be sold, en bloc, at my office, in the City of Montreal, on the SEVENTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$32,710.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Honourable Justice Louis Cousineau, dated November 26th 1943.

Sheriff's Office,
Montreal, December 1st, 1943.
[First publication, December 4th, 1943]

L. P. CAISSE,
Sheriff.

NICOLET

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court

Province of Québec, } **MISS NORA BEL-**
District of Nicolet, } **COURT**, spinster
No. 1478 } and in use of her rights,
domiciled and residing in the Town of Nicolet,
District of Nicolet, plaintiff; vs **J. HENRI**
BELCOURT, in his lifetime accountant, of the
Town of Nicolet, District of Nicolet, represented
by his heirs, defendant.

An emplacement situate in the Town of Nicolet, on Notre-Dame street, being known and designated on the renewed cadastre for the Town of Nicolet, as being lot number sixteen (L.No.16) of the official subdivision of the original lot number one hundred and seventy-nine (No. 179-16)—with the buildings thereon erected.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Nicolet, MARDI le ONZIÈME jour du mois de JANVIER prochain (1944) à DIX heures de l'avant-midi, heure avancée.

Bureau du shérif, Nicolet, nov. 29, 1943
 Le shérif, J. H. ROUSSEAU.
 4963-49-2-0
 [Première publication, 4 décembre 1943]

To be sold at the parochial church door of Nicolet, on TUESDAY, the ELEVENTH day of the month of JANUARY next (1944) at TEN o'clock in the forenoon. (Daylight Saving Time).

Sheriff's Office, Nicolet, Nov. 29th, 1943.
 J. H. ROUSSEAU, Sheriff.
 4963-49-2
 [First publication, December 4th, 1943]

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
 Cour Supérieure

District de Rimouski: { ALPHONSE GARNON, avocat,
 N° 8461
 Rimouski; vs ALBERT ST-GELAIS, savoir:

Tous droits d'occupation, de défrichement, de préemption, d'améliorations et autres que le défendeur Albert St-Gelais a et peut avoir sur le lot:

A.—N° cinquante, rang nord Assemetquagan, canton Causapsal, avec bâtisses susconstruites, circonstances et dépendances.

B.—N° quinze du rang est du chemin Kempt, canton Causapsal, avec bâtisse.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement, à Amqui, le DIX-HUIT DÉCEMBRE prochain, 1943, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Rimouski, 9 novembre 1943.
 Le shérif, CHS. D'ANJOU.
 4813-46-2-0
 [Première publication, 13 novembre 1943]

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
 Superior Court

District of Rimouski: { ALPHONSE GARNON, advocate,
 No. 8461
 Rimouski; vs ALBERT ST-GELAIS, to wit:

All the rights of occupancy, clearing, preemption, improvement and others, which the defendant, Albert St-Gelais, has and may have on the lots:

A.—Number fifty, range north, Assemetquagan, township of Causapsal, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

B.—Number fifteen of range east of the Kempt Road, township of Causapsal—with building.

To be sold at the Registry Office, at Amqui, on the EIGHTEENTH of DECEMBER next, 1943, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Rimouski, November 9th, 1943.
 CHS. D'ANJOU, Sheriff.
 4813-46-2
 [First publication, November 13th, 1943]

Département du Travail

AVIS DE MODIFICATION

Conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163), l'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 2881, du 21 octobre 1937 et amendements, relatif à l'industrie de l'aluminium dans la ville d'Arvida, lui ont présenté une requête à l'effet de modifier ledit décret de la façon suivante:

Les mots "trente (30) jours" mentionnés dans l'article X seront remplacés par les mots "quinze (15) jours".

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis, l'honorable ministre du Travail recevra les objections que les intéressés peuvent désirer formuler contre ladite requête.

Le sous-ministre du Travail,
 GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail, Québec, le 4 décembre 1943. 4966-0

AVIS

Règlement de prélèvement amendé

L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le règlement de prélèvement du Comité conjoint des barbiers et coiffeurs, juridiction de Québec, approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1152, du 1er mai 1943, et publié dans la *Gazette officielle de Québec* du 8 mai, 1943, a été amendé de la façon suivante par l'arrêté en conseil numéro 3649 du 2 décembre 1943.

Le paragraphe "c" de la section intitulée "Cotisation" a été radié et remplacé par le suivant:

Department of Labour

NOTICE OF MODIFICATION

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163), the Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement rendered obligatory by the decree number 2881, of the 21st of October 1937 and amendments, relating to the aluminum industry in the town of Arvida, have presented to him a petition to modify the said decree in the following manner:

The words "thirty (30) days" mentioned in section X shall be replaced by the words "fifteen (15) days".

During the thirty days following the date of publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive any objection against the said petition which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
 Deputy Minister of Labour.

Department of Labour, Quebec, December 4, 1943. 4966-0

NOTICE

By-law of levy as amended

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice that the by-law of levy of the Joint Committee of Barbers and Hairdressers, Quebec Jurisdiction, approved by Order-in-Council number 1152, of May 1, 1943, and published in the *Quebec Official Gazette* on May 8, 1943, has been amended in the following manner by Order-in-Council number 3649 of December 2, 1943.

Paragraph "c" of the section entitled "Assessments" has been stricken off and replaced by the following:

"c) Les artisans des deux sexes régis par le décret doivent verser au comité paritaire une cotisation de 1/2 de 1% basée sur une rémunération hebdomadaire de \$24.00, s'il s'agit d'un barbier, d'un coiffeur ou d'un barbier-coiffeur, et de \$16.00, s'il s'agit d'une coiffeuse, dans les zones I et II. Dans les autres zones, cette cotisation de 1/2 de 1% doit être basée sur une rémunération hebdomadaire de \$20.00, s'il s'agit d'un barbier-coiffeur et de \$15.00, s'il s'agit d'une coiffeuse."

"c) The artisans of both sexes governed by the decree shall pay to the Parity Committee an assessment of 1/2 of 1% based upon a weekly remuneration of \$24.00, in the case of a barber, a hair-dresser or a barber-hairdresser, and of \$16.00, in the case of a female hairdresser in zones I and II. As for the other zones, such assessment of 1/2 of 1% shall be based upon a weekly remuneration of \$20.00, in the case of a barber hairdresser, and of \$15.00, in the case of a female hairdresser.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 4 décembre 1943. 4977-0

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, December 4, 1943. 4977-0

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENTS

L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, donne avis par les présentes et ce, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), que les règlements spéciaux ci-après mentionnés, adoptés par le Comité paritaire de l'Industrie des Arts graphiques de Québec et du district, ont été approuvés et rendus obligatoires par l'arrêté en conseil numéro 3648 du 2 décembre 1943, et ajoutés à la constitution et aux règlements dudit comité paritaire déjà approuvés par l'arrêté en conseil numéro 3620, du 26 novembre 1943.

NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163), that the following special by-laws, adopted by the Joint Committee of the Graphic Arts Industry of Quebec and district, have been approved and rendered obligatory by Order-in-Council number 3648 of December 2, 1943, and added to the constitution and by-laws of the said Committee already approved by Order-in-Council number 3620, of November 26, 1943.

RÈGLEMENTS SPÉCIAUX

"1. *Certificat de qualification*:—Le Comité paritaire décide, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, que le certificat de qualification est obligatoire dans toutes les municipalités de plus de cinq mille (5,000) âmes, suivant le dernier recensement du Canada, pour les ouvriers de métier assujettis au décret relatif à l'industrie des arts graphiques de Québec et du district. Tout patron ou contremaître qui exerce de ses propres mains les métiers mentionnés dans le décret doit aussi posséder son certificat de qualification."

SPECIAL BY-LAWS

"1. *Certificate of competency*:—The Parity Committee decides, in accordance with the provisions of the Collective Agreement Act, that the certificate of competency is obligatory in all the municipalities of more than five thousand (5,000) souls, according to the last census of the Dominion, for the tradesmen subject to the decree relating to the printing industry of Quebec and district. Any employer or foreman practising himself the trades mentioned in the decree shall also hold a certificate of competency."

"2. *Registre*:—Tout employeur professionnel assujetti aux dispositions du décret relatif aux arts graphiques de Québec et du district, doit tenir un registre dans lequel sont inscrits les noms, âges et adresses de tous les salariés à son emploi, les heures de travail de chaque jour, les heures d'arrivée et de départ du temps régulier et du temps supplémentaire ainsi que toutes les informations relatives aux taux de salaires et aux heures de travail."

"2. *Register*:—Any professional employer governed by the provisions of the decree relating to the printing industry of Quebec and district, shall keep a register indicating the full name, age and address of all the employees in his employ, the hours of work of each day, the hours of arrival and of departure, the regular and overtime hours and all information respecting the wage rates and the hours of work."

"3. *Rapport mensuel*:—Le ou avant le 15 de chaque mois, tous les employeurs professionnels assujettis au décret relatif aux arts graphiques de Québec et du district doivent transmettre au comité paritaire de l'industrie des arts graphiques de Québec et du district, un rapport mentionnant le nom, le sexe et le numéro de chaque employé, son adresse, sa classification de métier, le numéro de son certificat de qualification, le taux horaire de son salaire, le nombre d'heures de travail pour chaque semaine (tant au taux régulier qu'au taux et demi et au taux double supplémentaires), le total des gages de la semaine et la cotisation de la semaine.

"3. *Monthly report*:—On or before the 15th of each month, all the professional employers governed by the provisions of the decree relating to the printing industry of Quebec and district shall present a report to the Parity Committee of the Printing Industry of Quebec and district, indicating the name, sex and number of each employee, his address, his trade classification, the number of his certificate of competency, the hourly rate of his wages, the number of working hours for each week (at regular rates and at time and one half or double time), the total of the wages of the week and the week's assessments.

Ce rapport est fait sur une formule imprimée qui doit être fournie par le comité paritaire à l'employeur, sur demande."

This report is prepared on a printed form to be supplied by the Parity Committee to the employer, upon request."

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 4 décembre 1943. 4978-0

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, December 4, 1943. 4978-0

Index de la Gazette officielle de Québec, No 49

Index of the Quebec Official Gazette, No. 49

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

Dame Hensley vs Reeves.....	2146
Dame Malbœuf vs Brouillette.....	2146

ARRÊTÉ EN CONSEIL:

3582—Concernant le mesurage des bois de sciage dans les forêts de la Couronne	2147
--	------

AVIS AUX INTÉRESSÉS: 2133

AVIS DIVERS:

Association Professionnelle Acton Rub- ber Inc.....	2149
Dynamax Limited.....	2150
Fafic Investment Limited.....	2148
Rivière-Bleue, commission scolaire.....	2149
St-David-d'Estcourt, paroisse.....	2149

BUREAU-CHEF:

Kensington Dairies Limited.....	2150
---------------------------------	------

CHARTES—ABANDON DE:

Compagnie de Conserves de Rouville, Ltée—Rouville Canners Company, Ltd.	2150
Lombard Investments, Limited.....	2152
Léger, Limitée—Léger, Limited.....	2151
Le Placement d'Économies, Ltée.....	2151
Pitfield Investment Company.....	2151
Prudential Realty & Finance Corp.....	2151

DEMANDES À LA LÉGISLATURE:

Black Lake, ville de.....	2153
Corporation du Séminaire St-Hyacinthe d'Yamaska.....	2153
La Mutuelle Ecclésiastique d'Ottawa...	2152
Léonce Beaudry <i>et al.</i>	2152
Succession Sir Robert Gillespie Reid....	2152

DÉPARTEMENTS—Avis des:

AGRICULTURE:

Société Coopérative Agricole de Château- guay.....	2154
Société Coopérative Agricole de Palma- rolle.....	2154
Société Coopérative du Lin du comté de Bonaventure.....	2154

INSTRUCTION PUBLIQUE:

Ste-Rose-de-Lima, munic. scolaire.....	2154
--	------

TRAVAIL:

Comité conjoint des barbiers et coiffeurs, juridiction de Québec.....	2160
Comité paritaire de l'industrie des arts graphiques de Québec et district.....	2161
Industrie de l'aluminium d'Arvida.....	2160

TRÉSOR:

Assurances:

Compagnie d'Assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Ste-Geneviève- de-Berthier.....	2155
--	------

VOIRIE:

Fermeture de chemin.....	2155
--------------------------	------

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Dame Hensley vs Reeves.....	2146
Dame Malbœuf vs Brouillette.....	2146

ORDER IN COUNCIL:

3582—Concerning the scaling of saw- logs cut in Crown Forests.....	2147
---	------

NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 2133

MISCELLANEOUS NOTICES:

Association Professionnelle Acton Rub- ber Inc.....	2149
Dynamax Limited.....	2150
Fafic Investment Limited.....	2148
Rivière-Bleue, school commission.....	2149
St-David-d'Estcourt, parish.....	2149

CHIEF-OFFICE:

Kensington Dairies Limited.....	2150
---------------------------------	------

CHARTERS—SURRENDER OF:

Rouville Canners Company, Ltd.—Com- pagnie de Conserves de Rouville, Ltée	2150
Lombard Investments, Limited.....	2152
Léger, Limited—Léger, Limitée.....	2151
Le Placement d'Économies, Ltée.....	2151
Pitfield Investment Company.....	2151
Prudential Realty & Finance Corp.....	2151

APPLICATIONS TO LEGISLATURE:

Black Lake, town of.....	2153
Corporation du Séminaire St-Hyacinthe d'Yamaska.....	2153
La Mutuelle Ecclésiastique d'Ottawa...	2152
Léonce Beaudry <i>et al.</i>	2152
Estate of Sir Robert Gillespie Reid....	2152

DEPARTMENTAL NOTICES:

AGRICULTURE:

Société Coopérative Agricole de Château- guay.....	2154
Société Coopérative Agricole de Palma- rolle.....	2154
Société Coopérative du Lin du comté de Bonaventure.....	2154

EDUCATION:

Ste-Rose-de-Lima, school munic.....	2154
-------------------------------------	------

LABOUR:

Joint Committee of barbers and hair- dressers, Quebec jurisdiction.....	2160
Joint Committee of the graphic arts of Quebec and district.....	2161
Industry of the aluminum of Arvida...	2160

TREASURY:

Insurance:

Compagnie d'Assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Ste-Geneviève- de-Berthier.....	2155
--	------

ROADS:

Closing of a road.....	2155
------------------------	------

ERRATUM:

St-Basile-le-Grand, munic. scol. 2155

ERRATUM:

St-Basile-le-Grand, school munic. 2155

LETTRES PATENTES:

Artistic Frame Co. Ltd. 2134
 Chez Maurice Danceland Corporation. . . 2135
 Glen-Eagle Lumber Ltd. 2135
 L'Association des Distributeurs de Vivres
 du Québec, Incorporée—Food Distrib-
 utors Association of Quebec, Incor-
 porated. 2136
 Le Placement Familial. 2136
 Les Industries Mont-Laurier, Limitée—
 Mont-Laurier Industries Limited. . . . 2137
 Lucien Parizeau et Cie, Ltée—Lucien Pa-
 rizeau & Company, Ltd. 2137
 L'Union Démocratique du Canada Fran-
 çais (correction). 2138
 Montreal Lodi Retreading Limited. . . . 2138
 René Lingerie Shoppe Inc. 2138
 Saurel Abattoir, Ltée. 2139
 Universal Lumber Company, Limited. . . 2139
 W. Clare Duffus Limited. 2140

LETTERS PATENT:

Artistic Frame Co. Ltd. 2134
 Chez Maurice Danceland Corporation. . . 2135
 Glen-Eagle Lumber Ltd. 2135
 Food Distributors Association of Que-
 bec, Incorporated—L'Association des
 Distributeurs de Vivres du Québec,
 Incorporée. 2136
 Le Placement Familial. 2136
 Mont-Laurier Industries Limited—Les
 Industries Mont-Laurier, Limitée. . . 2137
 Lucien Parizeau & Company, Ltd.—
 Lucien Parizeau et Cie, Ltée. 2137
 L'Union Démocratique du Canada Fran-
 çais (correction). 2138
 Montreal Lodi Retreading Limited. . . . 2138
 René Lingerie Shoppe Inc. 2138
 Saurel Abattoir, Ltée. 2139
 Universal Lumber Company, Limited. . . 2139
 W. Clare Duffus Limited. 2140

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Cameo Metal Seal & Label Co., Ltd. . . . 2140
 Laboratoire Vincent Incorporé—Vincent
 Laboratory Incorporated. 2141
 Thomas Robertson & Company Limited 2141

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Cameo Metal Seal & Label Co., Ltd. . . . 2140
 Vincent Laboratory Incorporated—La-
 boratoire Vincent Incorporé. 2141
 Thomas Robertson & Company Limited 2141

NOMINATIONS:

Diverses. 2156

APPOINTMENTS:

Miscellaneous. 2156

SOUMISSIONS:

Granby, cité de. 2156

TENDERS:

Granby, city of. 2156

VENTE PAR LICITATION:

Roy vs Bohemier. 2157

SALE BY LICITATION:

Roy vs Bohemier. 2157

VENTES POUR TAXES:

Lac Frontière, munic. 2143
 Pointe-Claire, ville de. 2141
 Ste-Anne-de-Chicoutimi, com. scolaire. . 2144
 St-Augustin, com. scolaire. 2145
 St-Jean-L'Évangéliste, com. scolaire. . . 2142

SALES FOR TAXES:

Lac Frontière, munic. 2143
 Pointe-Claire, town of. 2141
 Ste-Anne-de-Chicoutimi, school comm. 2144
 St-Augustin, school comm. 2145
 St-Jean-L'Évangéliste, school comm. . . 2142

VENTES PAR LES SHÉRIFS:

Abitibi:

Julien vs Lafrenière. 2158
 Turkey vs Balzimer. 2158

SHERIFFS' SALES:

Abitibi:

Julien vs Lafrenière. 2158
 Turkey vs Balzimer. 2158

Montréal:

The Canada Trust Co. vs Gatehouse. . . 2159

Montreal:

The Canada Trust Co. vs Gatehouse. . . 2159

Nicolet:

Belcourt vs Belcourt. 2159

Nicolet:

Belcourt vs Belcourt. 2159

Rimouski:

Garon vs St-Gelais. 2160

Rimouski:

Garon vs St-Gelais. 2160

4981-o

4981-o

